



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

LA THEORIE DE L'HEGEMONIE ET DE L'ETAT
DANS LA PENSEE D'ANTONIO GRAMSCI

Thèse de maîtrise en sciences sociales (science politique)
Présentée à l'Ecole des Etudes Supérieures
et de la Recherche
par Geneviève Nootens (472 028)
sous la direction de M. André Vachet

Université d'Ottawa

novembre 1990



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-315-68059-8

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I: LA NOTION D'HEGEMONIE	13
<u>Origine du concept gramscien d'hégémonie</u>	15
<u>Développement chronologique du concept</u>	23
<u>Signification du concept</u>	31
<u>Interprétations du concept</u>	40
<u>Hégémonie et coercition</u>	42
CHAPITRE II: HEGEMONIE ET ELARGISSEMENT DE L'ETAT:	
L'ETAT INTEGRAL	44
<u>La définition de l'Etat chez Gramsci</u>	44
<u>L'Etat recouvre l'ensemble des superstructures</u>	45
<u>Le dédoublement (méthodologique) des</u> <u>superstructures</u>	47
<u>Société politique et société civile: définition</u>	50
<u>Structure et superstructure chez Gramsci</u>	53
<u>Gramsci et la conception marxiste de l'Etat</u>	55
<u>L'"Etat-éducateur"</u>	59
<u>Les rapports entre Etat et société civile</u>	60
CHAPITRE III: HEGEMONIE ET DEPERISSEMENT DE L'ETAT	63
<u>Gramsci et le dépérissement de l'Etat</u>	64
<u>La thèse marxiste du dépérissement de l'Etat</u>	68

<u>Apport de Gramsci à la thèse du dépérissement de</u>	
<u>l'Etat</u>	69
<u>L'hégémonie comme moyen du dépérissement de</u>	
<u>l'Etat: principales</u>	
<u>difficultés</u>	73
<u>Le problème du Parti</u>	80
CHAPITRE IV: HEGEMONIE ET ETAT AUJOURD'HUI	84
<u>Les débats récents sur le socialisme et la</u>	
<u>démocratie</u>	85
<u>Un exemple: E. Laclau et C. Mouffe</u>	88
<u>Le problème de l'Etat</u>	95
<u>Gramsci: l'hégémonie comme "processus de</u>	
<u>civilisation"</u>	100
<u>La conception gramscienne du</u>	
<u>Parti</u>	101
<u>La réforme intellectuelle et</u>	
<u>morale</u>	107
CONCLUSION	113
BIBLIOGRAPHIE	125
<u>A. Volumes</u>	125
<u>B. Articles</u>	127

INTRODUCTION

Notre époque se caractérise par la présence de plus en plus envahissante de l'Etat dans la vie quotidienne (tant "publique" que "privée"), ce qui amène, comme le souligne P. Manent, l'affaiblissement continu de la responsabilité individuelle.¹ "Substitut de Dieu et de l'homme, morts tous deux...", en dit Henri Lefebvre.²

Or, cet Etat omniprésent (et omnidirecteur) se présente comme un élément d'une antinomie qui semble inscrite dans la civilisation occidentale amenée à sa forme moderne. On assiste en effet d'une part à la reconnaissance et à la valorisation de l'autonomie individuelle (dont on trouve l'expression chez Kant par exemple), et d'autre part à la production historique d'un organe permanent et universel du pouvoir (par exemple chez Hegel) qui tend à contredire cette autonomie, sinon à se l'appropriier ou à la détourner.

On ne peut attribuer ce paradoxe à la seule mise en pratique des formes idéologiques modernes de la civilisation occidentale (le libéralisme et le socialisme). C'est en fait la théorie même du libéralisme et du socialisme qui contient implicitement un Etat tout autre

1. Pierre Manent, "Situation du libéralisme", Commentaire, vol. 9, no 35, automne 1986, p. 388.

2. Henri Lefebvre, De l'Etat, collection 10/18, Union générale d'éditions, 1976, vol. 1, p. 194.

que l'"Etat minimal" et que l'Etat destiné à dépérir. Le seul retour aux sources théoriques ne permet donc pas la solution du paradoxe, solution qui exige une toute nouvelle réflexion dans la pensée politique et sociale. Les analyses suscitées par cette problématique permettent néanmoins d'identifier quelques éléments du problème.³ On peut retenir:

-la nécessité du bon fonctionnement économique, qui entraîne la prise en charge de l'économie et de la croissance (ainsi que de l'ordre qui leur est nécessaire) par l'Etat

-le lien entre savoir et pouvoir: le pouvoir tend en effet à s'appropriier le savoir, ce qui permet de justifier l'élitisme politique et la nécessité de l'Etat

-le fait que l'Etat soit considéré comme lieu d'autorité supérieur à la société civile en tant qu'il se pose comme garant des droits abstraits.

Dans le cadre de cette problématique, la notion

3. Il faut consulter à ce sujet les analyses suivantes: André Vachet, "L'Etat contre le politique", communication présentée au Colloque International "Etat-providence et société civile" de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa (27 janvier 1989), et "La théorie socialiste et la critique étatique de l'Etat", Revue canadienne de science politique, vol. VII, no 2, juin 1974, pp. 210-227; M. Gauchet, "L'expérience totalitaire et la pensée de la politique", Esprit, 7-8 (no 459), juillet-août 1976, pp. 13-14; P. Manent, "Le totalitarisme et le problème de la représentation politique", Commentaire, vol. 7, no 26, été 1984, pp. 208 et 212; J.-C. Girardin, "Sur la théorie marxiste de l'Etat", Les Temps modernes, nos 314-315, septembre-octobre 1972, p. 665.

d'hégémonie proposée par Antonio Gramsci nous semble présenter un intérêt significatif, et ce pour deux raisons. Premièrement, cette notion permet de mieux analyser ce qui fait la force de l'Etat moderne parce qu'elle permet une étude plus complète des mécanismes de domination et de pouvoir dans la société. Deuxièmement, elle se veut la solution au problème du développement de l'Etat moderne: elle doit en effet permettre de définir les conditions de son dépérissement.

Gramsci est né en Sardaigne le 22 janvier 1891. Il meurt à Rome le 27 avril 1937, suite à une longue réclusion (1926-1937) dans les prisons fascistes. Il restera toujours marqué par la pauvreté de son enfance (pauvreté qui retardera et nuira à des études par ailleurs excellentes). En 1911, il entreprend à l'université de Turin des études en philologie, qu'il arrêtera en 1915. A partir de cette date il collabore à la presse socialiste (Il Grido del Popolo, L'Avanti); il était entré au Parti socialiste italien en 1913 et en restera membre jusqu'à la scission qui donnera naissance au Parti communiste italien (P.C.I.) au congrès de Livourne (janvier 1921). En 1919 il fonde L'Ordine Nuovo avec Tasca, Terracini et Togliatti. De mai 1922 à novembre 1923 il représente le P.C.I. à l'exécutif de l'Internationale (à Moscou). En mai 1924, il se fait élire député; en août 1924, il devient secrétaire général

du P.C.I. Arrêté le 8 novembre 1926 (malgré l'immunité parlementaire), il se voit condamné à 20 ans de prison le 4 juin 1927.⁴

Son oeuvre comporte deux périodes: avant la prison, elle se compose d'écrits journalistiques et de lettres; en prison, outre sa correspondance publiée sous le titre de Lettres de prison, il écrira les Cahiers de prison. Ces Cahiers constituent son oeuvre maîtresse malgré une forme inachevée (puisqu'il s'agit souvent de notes destinées à être reprises, ce qu'il n'a fait qu'en partie).

Bien enracinée dans le contexte de son époque, l'oeuvre de Gramsci est mue par le constat de l'échec de la révolution socialiste en Occident⁵ et par la montée du fascisme dans une Italie qui semblait mûre pour la révolution prolétarienne. Gramsci sera amené à trois constatations essentielles:

1) Il insistera sur la différence entre l'Est et l'Ouest (la Russie et l'Occident) en ce qui concerne l'Etat et la révolution. Il écrit par exemple:

4. Jean-Baptiste Fages, Introduction à la diversité des marxismes, Edouard Privat, Toulouse, 1974, pp. 122-124; Antonio Gramsci, Gramsci dans le texte, édité par F. Ricci, Editions Sociales, Paris, 1975, pp. 729-732; Dominique Grisoni et Robert Maggiori, Lire Gramsci, Editions Universitaires, Paris, 1973, pp. 28-45. Voir aussi John M. Cammett, Antonio Gramsci and the Origins of Italian Communism, Stanford University Press, Stanford, 1967, et Giuseppe Fiori, La vie de Antonio Gramsci, Fayard, Paris, 1970.

5. Il faut ici se référer aux courtes et infructueuses tentatives ayant eu lieu en Allemagne, en Hongrie et en Italie entre 1918 et 1920.

En Orient, l'Etat étant tout, la société civile était primitive et gélatineuse; en Occident, entre Etat et société civile, il y avait un juste rapport et dans un Etat branlant on découvrirait aussitôt une robuste structure de la société civile. L'Etat n'était qu'une tranchée avancée, derrière laquelle se trouvait une robuste chaîne de forteresses et de casernes...⁶

Les crises économiques, dans les pays capitalistes développés, sont ainsi sans répercussions politiques immédiates⁷, la société civile protégeant l'Etat.

2) Conséquemment, il soutiendra que le pouvoir d'un groupe sur la société ne dépend pas seulement du pouvoir matériel: "...the dominant class must establish its own moral, political and cultural values as conventional norms of practical behaviour."⁸ Alors que Lénine recherchait la cause de l'indifférence des masses dans des facteurs économiques, Gramsci explique cette indifférence par la soumission des masses non seulement à la force de l'Etat mais aussi aux idées et valeurs de la classe dominante.⁹ (hégémonie)

3) Pour pouvoir réussir sa révolution, le prolétariat doit donc d'abord commencer par établir une nouvelle culture, une vision du monde capable de s'opposer aux idées

6. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 535.

7. Christine Buci-Glucksmann, Gramsci et l'Etat, Fayard, Paris, 1975, p. 62.

8. Joseph V. Femia, Gramsci's Political Thought. Hegemony, Consciousness, and the Revolutionary Process, Clarendon Press, Oxford, 1981, p. 3.

9. Thomas R. Bates, "Gramsci and the Theory of Hegemony", Journal of the History of Ideas, vol. XXXVI, no 2, avril-juin 1975, pp. 359-360.

dominantes de la bourgeoisie. (contre-hégémonie)

La situation politique (fascisme et échec de la révolution socialiste en Occident) amène ainsi Gramsci à affirmer l'importance du facteur subjectif (la question de la conscience et de la culture), sans pour autant nier la primauté de l'infrastructure (comme certains auteurs tendent à le croire¹⁰). C'est par la notion d'hégémonie que Gramsci tentera de rétablir l'équilibre entre infrastructure et superstructure et de redéfinir les conditions de la révolution socialiste en Occident.

De façon préliminaire, on peut définir l'hégémonie comme l'exercice, par une classe, de la direction intellectuelle et morale sur l'ensemble de la société et d'une domination sur les groupes ennemis.¹¹ Cette notion permet à Gramsci d'élargir la compréhension et le champ d'analyse de l'Etat. L'introduction du concept d'hégémonie permet en effet de dépasser la compréhension de l'Etat comme simple instrument de coercition et de le définir plutôt comme "hégémonie cuirassée de coercition", ou "société politique + société civile".

Gramsci effectue en effet un dédoublement

10. Voir par exemple Noberto Bobbio, "Gramsci and the Conception of Civil Society", dans Chantal Mouffe (éd.), Gramsci and Marxist Theory, Routledge and Kegan Paul, 1979, pp. 21-47.

11. François Houle, Le concept d'Etat dans la pensée politique d'A. Gramsci, Thèse de maîtrise ès sciences sociales, Université Laval, septembre 1977, pp. 125-126 entre autres.

méthodologique des superstructures qui permet d'attribuer la fonction d'hégémonie à la société civile et la fonction de coercition à la société politique tout en liant organiquement les deux fonctions dans l'Etat, hégémonie et coercition n'étant pas exclusives mais bien interdépendantes. Il faut préciser brièvement la signification des termes: la société civile désigne, pour Gramsci, l'ensemble des institutions dites "privées" (écoles, médias, Eglise) qui propagent la vision du monde de la classe dominante, tandis que la société politique renvoie à la puissance essentiellement coercitive de l'Etat (armée, police). Quant à l'Etat, il englobe, pour Gramsci, l'ensemble constitué par la société politique et la société civile. Il ne doit donc pas être conçu comme "...un simple instrument coercitif établissant la dictature d'une classe."¹², mais inclure également la diffusion des valeurs de la classe dominante dans l'ensemble de la société.

Si la notion d'hégémonie entraîne un élargissement du concept d'Etat, elle doit aussi, aux yeux de Gramsci, définir le dépérissement de l'Etat, au sens où elle représente le moyen d'arriver à une société sans classes. Or de ce point de vue, l'hégémonie devient problématique, à cause de sa définition comme "direction + domination" et des conséquences implicites de cette définition. Une de ces

12. Christine Buci-Glucksmann, "Gramsci et l'Etat. Pour une lecture théorico-politique des cahiers de prison", Dialectiques, nos 4-5, 1974, p. 7.

difficultés sous-jacentes réside dans le fait que l'hégémonie prolétarienne doit acquérir un sens différent de l'hégémonie bourgeoise, dans la mesure où le socialisme se présente comme une nouvelle culture globale subséquente à une réforme intellectuelle et morale à la fois du sens commun des masses et du savoir isolé des intellectuels. Notre analyse permettra de conclure que l'hégémonie ne peut pas définir le dépérissement de l'Etat.

Si le concept d'hégémonie demeure d'actualité¹³, la plupart des analyses en expriment aujourd'hui la problématique en des termes différents, ce qui s'explique par les changements énormes survenus depuis l'époque de Gramsci. En général, il ne s'agit plus d'arriver au socialisme par le renversement et l'anéantissement violents de l'Etat bourgeois et des relations capitalistes, ce par le biais d'un sujet historique privilégié (la classe ouvrière). Se trouvent plutôt à l'ordre du jour le pluralisme, la négation du rôle de sujet universel (porteur de l'histoire) de la classe ouvrière, et la conception du changement social comme articulation des demandes de plusieurs groupes sociaux (écologistes, femmes, etc...). Comme l'écrit Martin Carnoy,

13. Voir par exemple Robert Bocoock, Hegemony, Ellis Horwood Ltd, 1986, et Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics, Verso, 1985.

The Marxian discussion has shifted away from the armed overthrow of capitalist States to the accentuation of contradictions within capitalist States and the development of social movements that aim to control State apparatuses or to win reforms in production, particularly through the State.¹⁴

Certains présentent même une conceptualisation de l'hégémonie si différente de celle de Gramsci qu'elle ne peut plus se réclamer de son concept. Ainsi, pour E. Laclau et C. Mouffe l'hégémonie se limite à désigner l'articulation des demandes de multiples groupes dont aucun n'est désigné comme agent privilégié du changement social.

Ces nouvelles approches (tout comme l'eurocommunisme, d'ailleurs) soulèvent cependant un problème: elles tendent à abandonner toute critique radicale de l'Etat, quand elles ne prétendent pas s'en servir pour effectuer des "réformes". On revient à l'idée que la forme de l'Etat est neutre, qu'on peut simplement en changer le contenu pour remédier aux problèmes. Comme le souligne bien J.-M. Vincent, les partis communistes

...postulent de façon très nette que les Etats, débarrassés d'une poignée de monopoleurs et de leurs pratiques parasitaires dans le domaine de la gestion, sont immédiatement capables de renouveler les relations sociales en transformant certaines de leurs composantes essentielles. En d'autres termes, pour eux, c'est l'initiative étatique qui doit être à l'origine des réformes de structure et du changement des rapports de classe...¹⁵

14. Martin Carnoy, The State and Political Theory, Princeton University Press, Princeton, 1984, p. 258.

15. Jean-Marie Vincent, Les mensonges de l'Etat, collection "Arguments critiques", Le Sycomore, Paris, 1979, p. 13.

Ce qui n'aide aucunement l'analyse de la problématique de l'Etat.

Or, sur cette question Gramsci, bien qu'il ne réussisse pas à définir de façon satisfaisante le dépérissement de l'Etat, reste beaucoup plus actuel qu'on ne pourrait le penser. En effet, par sa conception du Parti et son concept de "réforme intellectuelle et morale"¹⁶, il s'attaque à une redéfinition des liens entre savoir et pouvoir. Ce qui lui permet d'échapper, en principe du moins, à l'élitisme qui selon M.E. Kann caractérise toute la tradition politique occidentale.¹⁷ La pensée de Gramsci tendrait ainsi à établir une nouvelle relation entre les masses et le politique:

Gramsci's notes on philosophy must be read in the context of posing the problem of the transformation of forms of knowledge and the acquisition of intellectual skills by masses of people rather than by the small elite who have up to now had a monopoly of knowledge. These changes in social knowledge or forms of rationality are an integral aspect of change in the forms of political power.¹⁸

Ces concepts ne sont pas sans poser des difficultés importantes, mais ils ouvrent néanmoins une porte à

16. Cette expression désigne chez Gramsci la réforme qui permettra d'élever le niveau intellectuel des masses, de faire descendre les intellectuels (et le Parti) de leur piédestal et d'établir entre masses et intellectuels une relation "démocratique".

17. Mark E. Kann, "Political Education and Equality. Gramsci against "False Consciousness" ", Teaching Political Science, vol. 8, no 4, juillet 1981, p. 422.

18. Anne Showstack Sassoon, "Gramsci: a New Concept of Politics and the Expansion of Democracy", A. Hunt (éd.), Marxism and Democracy, Lawrence and Wishart, 1980, p. 82.

l'analyse de l'Etat.

Pour mieux comprendre le concept gramscien d'hégémonie et ses implications, nous nous proposons de suivre la démarche suivante. Dans un premier temps, il faut introduire la notion d'hégémonie, en présentant d'abord un bref historique du concept, puis l'apport spécifique de Gramsci dans la définition de cette notion. Ceci nous permettra d'établir une définition globale et précise du concept gramscien d'hégémonie. Dans un deuxième temps, nous nous attacherons à l'analyse de l'hégémonie comme élargissement de l'Etat et à la définition de l'Etat intégral, afin de faire ressortir la contribution de Gramsci à l'analyse du phénomène étatique. Puis nous examinerons l'hégémonie comme moyen d'arriver à une société sans classes (c'est-à-dire de définir le processus de dépérissement de l'Etat), ce qui fera ressortir les difficultés posées par cette définition. Enfin il faudra relier la pensée de Gramsci aux débats contemporains concernant la démocratie et le socialisme. Ceci nous permettra de souligner l'utilité (l'actualité) de Gramsci pour l'analyse de l'Etat et la conception d'un changement social global.

Notre analyse se basera sur l'oeuvre même de Gramsci, éclairée à l'occasion par les travaux de quelques

commentateurs et critiques. Il faut cependant noter deux choses. D'une part, nous utiliserons surtout les Cahiers de prison puisque ceux-ci représentent une plus grande maturité intellectuelle et forment un ensemble plus cohérent que les écrits d'avant la captivité (ce qui ne signifie pas que nous négligerons ceux-ci). D'autre part, il faut souvent suppléer la lecture de l'oeuvre de Gramsci par des choix de textes comme ceux regroupés par F. Ricci (Gramsci dans le texte) et A. Tosel (Textes).

CHAPITRE I: LA NOTION D'HEGEMONIE

S'il doit faire face aux problèmes posés par le contexte politique de son époque (fascisme, etc...), Gramsci se trouve également confronté à l'économisme. Cette tendance du marxisme se caractérise par l'importance (quasi exclusive) qu'elle accorde aux facteurs strictement économiques dans l'avènement de la Révolution.¹⁹ Contre l'économisme, sans toutefois nier le rôle des facteurs objectifs (c'est-à-dire de l'économie), Gramsci a voulu revaloriser le moment subjectif (le rôle de la conscience et de la culture); il tente ainsi de lier base (économie) et superstructure (société civile et Etat) dans un rapport réciproque. C'est ce que lui permet de faire le concept d'hégémonie, concept qui occupe de ce fait une place centrale dans sa pensée.

L'hégémonie implique en effet "...la mise en valeur déterminante du sujet révolutionnaire, de son initiative, du moment de la conscience."²⁰ Elle écarte ainsi l'attente passive de conditions objectives mûres devant provoquer une révolution en quelque sorte automatique. Pour Gramsci,

...on the basis of the Preface of 1859 it is

19. L'économisme croit "...que le régime capitaliste va s'effondrer de lui-même sous l'effet d'une crise économique, ou bien qu'en période de crise la poussée d'une insurrection suffit pour le renverser." A. Gramsci, Gramsci dans le texte, introduction de F. Ricci, p. 23.

20. Luciano Gruppi, "Le concept d'hégémonie chez Antonio Gramsci", Dialectiques, nos 4-5, 1974, p. 50.

possible to substitute for the concept of prediction that of the development of an objective possibility which, in order to be realised, must be expressed and articulated at the level of politics. No matter how deep, the contradictions of a society can never guarantee the passage to a new order unless they are organised.²¹

Gramsci redonne ainsi une place au politique, traditionnellement négligé par la théorie marxiste²²; ce qui ne l'empêche pas de réaffirmer la thèse de la centralité des conditions objectives de production et des forces matérielles.²³ Gramsci réconcilie cette dualité grâce à l'idée que les contradictions sociales doivent être articulées consciemment et politiquement pour devenir source de transformation; leur simple existence, si elle est nécessaire, ne suffit pas. Gramsci peut donc établir un rapport réciproque entre base et superstructure.

D'autre part, dans son analyse de la question de la conscience prolétarienne il ne fait pas qu'analyser le

21. Leonardo Paggi, "Gramsci's General Theory of Marxism", dans C. Mouffe (éd.), op. cit., pp. 149-150. Voir aussi entre autres: R. Bocoock, op. cit., p. 75; Christine Buci-Glucksmann, "State, Transition and Passive Revolution", dans C. Mouffe, op. cit., pp. 207-208.

22. Eric Hobsbawm, "Gramsci and Marxist Political Theory", dans Anne Showstack Sassoon (éd.), Approaches to Gramsci, Writers and Readers Publishing Cooperative Society Ltd, 1982, pp. 32-33; Leonardo Salamini, The Sociology of Political Praxis. An Introduction to Gramsci's Theory, Routledge and Kegan Paul, 1981, p. 127.

23. Richard Bellamy, Modern Italian Social Theory, Stanford University Press, Stanford, 1987, p. 118; Antonio Gramsci, "La conquête de l'Etat", L'Ordine Nuovo, 12 juillet 1919, dans Ecrits politiques I (1914-1920), collection Bibliothèque de Philosophie, Gallimard, Paris, 1974, pp. 255-256.

passage de la "classe en soi" à la "classe pour soi", c'est-à-dire d'une classe au point de vue strictement économique à une classe ayant acquis la conscience (politique) de son existence en tant que classe: le développement de la conscience socialiste nécessaire à la révolution implique pour lui tout un travail de construction d'une "hégémonie prolétarienne" sur l'ensemble de la société, travail qui va de paire avec une véritable réforme intellectuelle et morale dans le but d'établir cette nouvelle culture que doit être le socialisme.

Pour bien comprendre la position de Gramsci, nous examinerons d'abord l'origine du concept gramscien d'hégémonie, qui provient de deux sources lointaines (L'idéologie allemande et le mouvement social-démocrate russe des années 1890) et d'une source plus directe (Lénine). Ensuite, il faudra préciser l'évolution de l'utilisation du concept par Gramsci, de 1919 aux Cahiers de prison. Ceci nous permettra d'explicitier le sens spécifiquement gramscien du concept d'hégémonie et de faire une certain nombre de remarques complémentaires sur ce sujet.

Origine du concept gramscien d'hégémonie

Si Gramsci ne doit pas se voir attribuer l'entière paternité de la notion marxiste d'hégémonie, c'est néanmoins son apport spécifique qui en fait toute

l'importance pour le marxisme et pour la compréhension de l'Etat. Il faut cependant examiner brièvement l'origine du concept. La notion marxiste d'hégémonie émerge de trois sources principales. D'une part, dans L'idéologie allemande Marx et Engels affirment que les idées de la classe dirigeante sont les idées dominantes de chaque époque.²⁴ Chez Gramsci, la notion d'hégémonie se trouve cependant beaucoup plus élaborée, puisqu'il s'intéresse aux mécanismes de diffusion et d'acceptation des idées de la classe dirigeante. Son analyse lui permet de concevoir la possibilité pour une classe de commencer à diffuser ses idées et valeurs dans la société avant même de prendre le pouvoir gouvernemental; il peut aussi expliquer les sacrifices d'ordre économique qu'une classe dirigeante effectue pour se maintenir au pouvoir.

La notion d'hégémonie trouve une seconde source dans l'utilisation implicite du concept par le mouvement social-démocrate russe des années 1890; on la retrouve par exemple chez Plekhanov et Axelrod.²⁵ Le concept tombe cependant en

24. Karl Marx et Friedrich Engels, L'idéologie allemande, dans Oeuvres choisies, tome 1, Editions du Progrès, Moscou, 1974, p. 44; M. Carnoy, op. cit., p. 69; J. Femia, op. cit., p. 32. Marx et Engels affirment également que toute classe dominante doit présenter son intérêt "...comme l'intérêt commun de tous les membres de la société...: cette classe est obligée de donner à ses pensées la forme de l'universalité, de les représenter comme étant les seules raisonnables, les seules universellement valables." K. Marx et F. Engels, op. cit., p. 46.

25. Perry Anderson, Sur Gramsci, François Maspero, Paris, 1978, pp. 23-28.

désuétude après la révolution d'Octobre, car le mouvement social-démocrate l'avait initialement forgé pour théoriser le rôle du prolétariat dans une révolution bourgeoise²⁶: en effet, la notion d'hégémonie désignait alors le fait qu'à cause du développement insuffisant de la bourgeoisie en Russie, la classe ouvrière devait assumer des buts qui revenaient normalement à la bourgeoisie.²⁷ Il semble que le concept ait ensuite été repris par le Komintern et son sens étendu, en particulier lors du Quatrième Congrès (1922), pour désigner la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat.²⁸ Selon Anderson, "On peut raisonnablement penser que la transmission à Gramsci de la notion d'hégémonie... s'est faite par ces documents successifs du Komintern."²⁹

Hormis ces deux sources indirectes, c'est cependant toujours directement de Lénine que Gramsci se réclamera dans l'emploi du concept. Il affirme par exemple que c'est dans le domaine de l'hégémonie "...qu'il faut rechercher l'apport théorique capital de Ilitch à la philosophie de la praxis."³⁰ Ce qui n'empêche pas (et certains auteurs ont fait la remarque que Gramsci surestimait ici ses

26. Ibid., p. 28.

27. E. Laclau et C. Mouffe, op. cit., pp. 48-49.

28. P. Anderson, op. cit., pp. 30 et 35.

29. Ibid., pp. 30-31.

30. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 193.

antécédents léninistes³¹⁾ que le concept gramscien d'hégémonie soit assez différent du concept léniniste, tant par le sens que par l'emploi. En ce qui concerne l'emploi, il faut remarquer que l'hégémonie s'applique principalement, chez Lénine, à la période post-révolutionnaire³²⁾, alors que chez Gramsci elle caractérise la totalité du processus révolutionnaire, de la phase préparatoire au dépérissement de l'Etat. Quant au sens, l'hégémonie a chez Lénine une signification politique stricte: elle désigne essentiellement la direction politique dans une alliance de classes.³³⁾ Pour Gramsci par contre, l'hégémonie d'une classe se manifeste, ou doit se manifester, dans l'ensemble des relations sociales; le concept d'hégémonie couvre donc à la fois la société politique et la société civile, et acquiert ainsi un sens culturel important, absent dans le concept léniniste.

Cette connotation plus large du concept gramscien en fait d'ailleurs l'intérêt, puisqu'elle rend possible l'analyse des diverses relations de pouvoir à l'oeuvre dans une société. Remarquons que la différence des concepts léniniste et gramscien d'hégémonie va de paire avec une divergence des conceptions de l'Etat chez les deux hommes.

31. Voir par exemple Gwyn A. Williams, "The Concept of "Egemonia" in the Thought of Antonio Gramsci: Some Notes on Interpretation", Journal of the History of Ideas, vol. XXI, no 4, octobre-décembre 1960, p. 588.

32. D. Grisoni et R. Maggiori, op. cit., p. 180.

33. E. Laclau et C. Mouffe, op. cit., p. 55.

Pour Lénine l'Etat se définit essentiellement par la coercition (c'est une machine répressive), tandis que pour Gramsci, l'Etat combine coercition et direction.³⁴ Il faut noter que selon Buci-Glucksmann, on retrouve déjà chez Lénine la conception de l'hégémonie comme direction sur l'ensemble de la société, et même l'expression "classe dirigeante et dominante".³⁵ Il me semble cependant qu'ici elle surestime l'apport léniniste: si on peut voir dans le concept léniniste un sens de direction sur l'ensemble de la société, cette expression a sans aucun doute une portée beaucoup plus étroite que dans le concept gramscien, où direction ne s'applique pas seulement au leadership politique mais à l'ensemble de la culture, des valeurs, des idées, bref à toutes les relations sociales.

D'autre part, il ne faut assimiler hégémonie et dictature du prolétariat chez aucun des deux hommes, bien que ces concepts soient liés dans la mesure où l'hégémonie enrichit le sens de la dictature du prolétariat.

Gramsci emploie le terme d'hégémonie -à propos de la dictature du prolétariat- pour enrichir la notion par ailleurs complexe de dictature du prolétariat. Précisément, pour souligner dans la dictature du prolétariat tant le moment de la domination (jamais nié, ni sous-évalué) que

34. Voir par exemple: L. Gruppi, op. cit., p. 49; J. Femia, op. cit., pp. 32-34. Sur les différences entre Gramsci et Lénine, on peut aussi consulter Walter L. Adamson, Hegemony and Revolution. A Study of Antonio Gramsci's Political and Cultural Theory, University of California Press, 1980, pp. 100-101. Nous reviendrons plus longuement sur la conception élargie de l'Etat au chapitre II.

35. C. Buci-Glucksmann, Gramsci et l'Etat, pp. 210-212.

celui de la direction. Pour mettre en valeur le moment de l'idéologie (au sens positif du terme), de la culture, de la "réforme intellectuelle et morale", que la dictature du prolétariat implique.³⁶

Le pouvoir prolétarien ne désigne pas seulement la domination du prolétariat sur la société mais aussi tout l'aspect culturel et idéologique de la révolution socialiste, c'est-à-dire la réalisation de cette nouvelle culture globale qu'est le socialisme aux yeux de Gramsci.

Le penseur italien présente donc l'avantage, par rapport à Marx, Engels et Lénine, de tenter l'analyse des dispositifs du pouvoir et de l'efficacité, ce grâce à la notion d'hégémonie³⁷. Il peut ainsi faire de l'Etat autre chose qu'un "bras armé" de la bourgeoisie, en plus d'ouvrir des possibilités plus larges d'analyse du pouvoir et de la domination, notamment dans le domaine de la culture. Si certains voient en Lénine celui qui a redonné, par opposition à l'économisme, une certaine importance au politique et à la conscience, il s'agit chez ce dernier d'une impulsion de haut en bas, d'une conscience apportée de l'extérieur aux masses par l'avant-garde révolutionnaire (le Parti).³⁸ Ce principe s'oppose aux intentions théoriques de Gramsci, pour qui les masses doivent acquérir elles-mêmes leur conscience politique et sociale. Nous

36. L. Gruppi, op. cit., p. 48. Voir aussi C. Buci-Glucksmann, Gramsci et l'Etat, pp. 213-214.

37. Sur cette "négligence" de Marx, Engels et Lénine, voir H. Lefebvre, op. cit., vol. 2, p. 351.

38. L. Salamini, op. cit., pp. 127-129.

verrons cependant plus loin que sa pensée comporte en fait une tension entre cette "auto-éducation" des masses et le rôle du Parti.

Il faut également, en plus des trois sources que nous venons d'examiner, s'interroger sur une probable origine crocéenne de l'aspect culturel du concept d'hégémonie³⁹:

On the one hand, it is futile to argue that the concept owes nothing to Lenin, in view of Gramsci's direct assertions to the contrary; on the other hand, it is also evident that the broadly cultural orientation implicit in hegemony as a form of rule, and the educational orientation implicit in it as an opposition to "economic-corporative", owe a considerable debt to Croce and very little, if anything to Lenin.⁴⁰

Adamson cite à l'appui de cette affirmation un extrait des Cahiers de prison:

"Croce's thought must therefore, at the very least, be appreciated as an instrumental value. Thus it can be said that he has drawn attention energetically to the importance of cultural and intellectual facts in historical development; to the function of great intellectuals in the organic life of civil society and the State; to the moment of hegemony and consent as the necessary form of a concrete historical bloc... Contemporaneously with Croce, the greatest modern theorist of the philosophy of praxis [Lenin], on the terrain of political struggle and organization and with a political terminology, gave new weight -in opposition to the various "economistic" tendencies- to the doctrine of hegemony as the complement to the theory of the state-as-force."⁴¹

Cependant, il faut être ici très prudent. Dans ce texte

39. F. Houle, op. cit., p. 78; W.L. Adamson, op. cit., pp. 172-173; F. Anderson, op. cit., p. 66.

40. W.L. Adamson, op. cit., p. 172.

41. Ibid., p. 173.

tiré des Cahiers, Gramsci semble effectivement reconnaître une origine partiellement crocéenne du concept. Mais dans une lettre de 1932 il critique au contraire la prétention de Croce d'avoir attiré l'attention sur l'aspect hégémonique et préfère attribuer le développement de la notion d'hégémonie même dans son sens culturel au marxisme (Lénine). Il mentionne que Croce met l'accent uniquement sur l'hégémonie au détriment de la force et prétend liquider la philosophie de la praxis:

... Croce dans l'activité historico-politique met l'accent uniquement sur ce qu'en politique on appelle le moment de l'"hégémonie", du consensus, de la direction culturelle, pour le distinguer du moment de la force, de la contrainte, de l'intervention législative et étatique ou policière (...) Il est arrivé précisément qu'au moment même où Croce mettait au point cette prétendue massue, la philosophie de la praxis était, chez les plus grands théoriciens modernes, élaborée dans le même sens, et que le moment de "l'hégémonie" ou de la direction culturelle était justement systématiquement revalorisé par opposition aux conceptions mécanistes et fatalistes de l'économisme.⁴²

Deux remarques s'imposent. D'abord, on ne peut pas écarter la possibilité d'une origine crocéenne de l'aspect culturel du concept: en partie parce qu'à l'origine Gramsci fut influencé par la pensée de Croce, mais surtout parce que malgré ses prétentions, Lénine développe peu cet aspect. Deuxièmement (et conséquemment) il semble que Gramsci surestime l'apport léniniste à sa propre notion d'hégémonie:

42. Antonio Gramsci, Lettres de prison, collection Témoins, Gallimard, Paris, 1971, pp. 421-422.

en référant également à cet apport pour l'aspect culturel, aspect beaucoup plus développé dans le concept gramscien.

Développement chronologique du concept

L'utilisation gramscienne du concept évolue de la façon suivante, évolution dont nous élaborerons les étapes par la suite:

A. Dans ses tout premiers usages théoriques, le concept désigne surtout le leadership politique du prolétariat, quoiqu'on puisse déjà voir dans "Un "chef" " (1924) l'idée émergente d'une connotation beaucoup plus large dans l'affirmation de la domination spirituelle du prolétariat sur la société russe en général. Le concept "...se constitue [donc] d'abord pour désigner la stratégie alternative du prolétariat, le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la dictature du prolétariat."⁴³ Cette première période se subdivise ainsi:

-une origine pratique dans les Conseils d'usine et un premier usage théorique limité dans L'Ordine Nuovo de cette époque (1919)

-une première utilisation, implicite, dans un texte de L'Ordine Nuovo de 1924

-une utilisation explicite et beaucoup plus développée, qui fait le lien avec la période suivante de

43. C. Buci-Glucksmann, Gramsci et l'Etat, p. 216. Voir aussi P. Anderson, op. cit., pp. 33-35.

l'emploi du concept par Gramsci, dans "Quelques thèmes sur la question méridionale" (1926) (ci-après "La question méridionale").

B. Dans les Cahiers de prison, l'emploi du concept s'étend à la pratique des classes dominantes en général. Reprenons chaque élément de cette évolution, de 1919 aux Cahiers.

Dans un premier temps, l'emploi du concept par Gramsci demeure assez proche du concept léniniste (bien que, comme nous le verrons plus loin avec "La question méridionale", il commence déjà à s'en distinguer). Il concerne alors essentiellement la stratégie révolutionnaire prolétarienne. Gramsci relève dès 1919 la nécessité du soutien paysan aux ouvriers dans "Ouvriers et paysans"⁴⁴ (thème qui revient par la suite dans plusieurs articles de L'Ordine Nuovo). Dans ce texte, Gramsci fait deux remarques essentielles. D'une part, il identifie les ouvriers d'usine et les paysans pauvres comme "...les deux sources d'énergie de la révolution prolétarienne..." (p. 262), son "épine dorsale" (p. 263). D'autre part, il souligne que les paysans sont nécessaires à la révolution:

...avec les seules forces des ouvriers d'usine, la révolution ne pourra s'affirmer de façon stable et générale: il est nécessaire de souder la ville à la campagne, de faire naître à la

44. A. Gramsci, "Ouvriers et paysans", L'Ordine Nuovo, 2 août 1919, dans Ecrits politiques I (1914-1920), pp. 259-264. Voir aussi D. Grisoni et R. Maggiori, op. cit., pp. 57-58.

campagne des organisations de paysans pauvres sur lesquelles l'Etat socialiste pourra s'appuyer pour se développer... (p. 264).

Ici il s'agit donc surtout d'une alliance de classes. Ce concept diffère du concept d'hégémonie mais en est un premier aperçu au sens où il implique déjà que le prolétariat doit se gagner la vaste majorité de la population pour réussir la révolution.

En 1924, dans "Un "chef" ", le concept prend un sens plus étendu et plus complet, même si Gramsci n'y réfère que très brièvement. Cette référence se trouve dans un paragraphe portant sur Lénine et sur la situation du prolétariat en Russie en 1917:

L'attitude même de la grande majorité des bourgeois russes -qui disaient: une république dirigée par Lénine, sans le Parti communiste serait pour nous aussi l'idéal-était chargée de signification historique. Elle était la preuve que le prolétariat ne se contentait plus d'exercer une domination matérielle mais qu'il dominait aussi spirituellement.⁴⁵

Il ne s'agit plus d'une direction exclusivement politique. On se rapproche déjà de la conception gramscienne ultérieure de l'hégémonie par la référence à une direction sur l'ensemble de la société.

Avant même cet usage théorique de la notion d'hégémonie, il faut, selon Euci-Glucksmann et Macciochi, voir l'émergence pratique du concept dans les Conseils

45. Antonio Gramsci, "Un "chef" ", L'Ordine Nuovo, 1er mars 1924, dans Ecrits politiques III (1923-1926), Bibliothèque de Philosophie, Gallimard, Paris, 1980, pp. 95-96. C'est moi qui souligne.

d'usine.⁴⁶ Elus démocratiquement pour représenter tous les ouvriers, syndiqués ou non, les Conseils d'usine "...were factory-based organisations for exercising workers' control over production and the labour process... the factory councils were to be the organs of the workers as producers rather than as wage earners..."⁴⁷ L'avantage des Conseils par rapport aux syndicats, pour Gramsci, réside dans le fait que les syndicats sont intégrés au système capitaliste et participent à son fonctionnement, alors que les Conseils le remettent radicalement en question.⁴⁸ Les Conseils représentent la tentative d'établir un contre-pouvoir prolétarien sur le lieu même de production (l'usine) et de lier politique et économie pour ainsi mettre fin à la division homme/citoyen propre à la société bourgeoise.⁴⁹ Ils s'intègrent donc dans la problématique de l'hégémonie

46. C. Buci-Glucksmann, Gramsci et l'Etat, p. 19; Maria-Antonietta Macciocchi, Pour Gramsci, collection "Tel Quel", Seuil, Paris, 1974, p. 160. Voir aussi Roger Simon, Gramsci's Political Thought. An Introduction, Lawrence and Wishart, London, 1982, p. 80.

47. R. Simon, op. cit., p. 81.

48. "D'une part cette théorie [théorie syndicaliste] ne parvient pas à dépasser le stade économique-corporatif et, d'autre part le syndicat, en tant qu'organisation, a historiquement prouvé qu'il ne pouvait pas, dans son acceptation présente d'organisme de défense du prolétariat, remettre en cause les fondements de la société capitaliste, c'est-à-dire son mode de production spécifique." D. Grisoni et R. Maggiori, op. cit., pp. 93-94; A. Gramsci, "Syndicalisme et Conseils", L'Ordine Nuovo, 8 novembre 1919, dans Ecrits politiques I (1914-1920), pp. 283-287.

49. M.-A. Macciocchi, op. cit., p. 150; W.L. Adamson, op. cit., p. 60; F. de Felice, "Revolution and Production", dans A.S. Sassoon, op. cit., p. 190; A. Gramsci, "Syndicats et Conseils", L'Ordine Nuovo, 11 octobre 1919, dans Ecrits politiques I (1914-1920), pp. 278-283 (surtout pp. 280-283).

pour trois raisons principales. Premièrement, les Conseils visent la construction d'un nouveau type d'Etat. Ils doivent en effet constituer le noyau et le modèle du nouvel Etat prolétarien, qualitativement différent de l'Etat bourgeois. Dans ce nouvel Etat: 1) la division homme/citoyen aura disparu; 2) le travailleur sera considéré non comme salarié mais comme producteur; 3) il sera aussi dirigeant. Est donc impliquée ici la conception du socialisme comme nouvelle culture. D'autre part, les Conseils s'intègrent à la problématique de l'hégémonie par le fait qu'ils tentent d'éveiller et d'éduquer la conscience prolétarienne. Enfin, ils concernent la lutte pour le contrôle du procès de travail (lutte qui fait partie de la lutte pour l'hégémonie⁵⁰).

Malgré ces antécédents pratiques et théoriques, c'est surtout dans "La question méridionale" (1926) que Gramsci commence à développer de façon plus élaborée et plus spécifique le concept d'hégémonie.⁵¹ Ce texte s'attarde au problème du lien entre le prolétariat d'Italie du Nord et les paysans du Sud de l'Italie. Gramsci y formule les termes essentiels de la problématique de l'hégémonie: le prolétariat doit non seulement acquérir une conscience de classe mais aussi s'attirer le soutien de la masse afin de devenir classe dirigeante et dominante; pour ce faire, il

50. R. Simon, op. cit., p. 87.

51. F. Houle, op. cit., p. 79; M.-A. Macciocchi, op. cit., p. 159.

doit mener une lutte idéologique visant à arracher la paysannerie à l'emprise du "bloc agraire" dans le Midi.⁵²

Les communistes turinois [il s'agit ici d'une référence à l'expérience de L'Ordine Nuovo et des Conseils d'usine] s'étaient posé concrètement la question de l'"hégémonie du prolétariat", celle de la base sociale de la dictature du prolétariat et de l'Etat ouvrier. Le prolétariat peut devenir la classe dirigeante et dominante dans la mesure où il parviendra à créer un système d'alliances de classes qui lui permettra de mobiliser contre le capitalisme et contre l'Etat bourgeois la majorité de la population laborieuse, ce qui, dans le cas de l'Italie, compte tenu des rapports réels qui existent entre les classes, revient à dire dans la mesure où elle réussira à obtenir l'assentiment des larges masses paysannes.⁵³

Or un problème se pose à l'élaboration de cette hégémonie prolétarienne: dans le "bloc agraire", le paysan méridional se trouve lié au grand propriétaire terrien par l'intermédiaire de l'intellectuel, le "bloc intellectuel" (représenté par B. Croce et G. Fortunato) empêchant la désagrégation du bloc agraire.⁵⁴ Le prolétariat doit donc détruire le bloc agraire méridional, ce qui exige qu'il désagrège le bloc intellectuel qui le soutient; la destruction de ce bloc intellectuel doit permettre au prolétariat d'organiser les paysans pauvres en formations autonomes et indépendantes.⁵⁵

52. A. Gramsci, "La question méridionale", dans Ecrits politiques III, (1923-1926), pp. 329-356; M.-A. Macciocchi, op. cit., p. 159; D. Grisoni et R. Maggiori, op. cit., pp. 60-65.

53. A. Gramsci, "La question méridionale", p. 332.

54. Ibid., pp. 349-353.

55. Ibid., p. 356.

Il faut retenir de ce texte trois points essentiels. Premièrement, le prolétariat doit devenir classe dirigeante et dominante en attirant à lui les paysans pauvres et les intellectuels du Midi. Deuxièmement, on note une idée plus large d'hégémonie, au sens où il n'est plus question seulement de diriger une alliance entre paysans et ouvriers (comme dans les premiers textes) mais de désagréger le bloc intellectuel du Sud. Troisièmement, Gramsci fait déjà allusion à l'hégémonie bourgeoise, ce qu'aucun commentateur ne souligne. Il écrit en effet:

Le premier problème à résoudre, pour les communistes turinois, consistait à modifier la ligne politique et l'idéologie générale du prolétariat lui-même, en tant qu'élément national intégré à l'ensemble de la vie de l'Etat et subissant inconsciemment l'influence de l'école, de la presse, de la tradition bourgeoises.⁵⁶

Il perçoit le contrôle exercé sur une société par le biais de l'acceptation des valeurs de la classe dominante et conçoit la possibilité d'établir une contre-hégémonie. "La question méridionale" marque donc l'évolution vers une conception spécifiquement gramscienne de l'hégémonie: on y dépasse le sens (léniniste) précédent de direction politique dans une alliance de classes et le concept acquiert ici une connotation culturelle et idéologique assez large pour le distinguer du concept léniniste d'hégémonie (bien que ça ne soit pas aussi développé que

56. Ibid., pp. 332-333. C'est moi qui souligne.

dans les Cahiers de prison). Il me semble de ce fait difficile d'établir une coupure entre les Cahiers et la période précédente comme le font certains auteurs.⁵⁷

Si le concept d'hégémonie prend déjà un sens étendu dans "La question méridionale", les Cahiers de prison consacrent l'élargissement de son emploi et représentent la deuxième période de l'utilisation du concept. Il s'agit dès lors non plus seulement de théoriser le processus révolutionnaire, mais aussi d'expliquer comment une classe dominante exerce le pouvoir en combinant consentement et coercition. Le concept d'hégémonie s'applique à la fois à la lutte de la classe ouvrière et à l'analyse des structures de pouvoir. Ainsi,

A partir des Cahiers de prison, le concept d'hégémonie est élargi. Ce concept qui recouvrait jusqu'en 1926 la stratégie alternative du prolétariat et la D.D.P. [dictature du prolétariat] signifiera à partir de l'emprisonnement de Gramsci autre chose: tout en conservant son sens original, l'hégémonie viendra s'appliquer aux pratiques des classes dominantes (telle la bourgeoisie dans le M.P.C.) et à la problématique même de l'Etat.⁵⁸

En plus de permettre de conceptualiser la révolution prolétarienne, le concept d'hégémonie doit dès lors aussi permettre d'expliquer le pouvoir de la bourgeoisie, c'est-à-dire de comprendre la force de la société civile et la résistance de l'Etat dans les sociétés capitalistes

57. C'est le cas de N. Bobbio, op. cit., p. 39, et de Chantal Mouffe, "Hegemony and Ideology in Gramsci", dans C. Mouffe, op. cit., p. 179.

58. F. Houle, op. cit., p. 88.

avancées.

Signification du concept

Après avoir examiné l'évolution de l'utilisation du concept d'hégémonie par Gramsci, nous pouvons maintenant en expliciter le sens spécifiquement gramscien. Nous l'avions défini préliminairement comme étant l'exercice par une classe 1) de la direction intellectuelle et morale sur l'ensemble de la société 2) d'une domination sur les groupes ennemis. L'hégémonie désigne le fait qu'une classe réussit à faire accepter ses idées (ses valeurs, sa culture) par la majorité de la population de telle sorte qu'elle se soustrait ainsi à la contestation dans une mesure suffisante pour assurer la perpétuation de son pouvoir. Pour ce faire, cette classe se sert tant de la société politique (gouvernement) que de la société civile (institutions "privées"), les deux moments superstructurels se révélant essentiels à l'établissement de l'hégémonie. R. Williams résume bien la signification de l'hégémonie quand il la caractérise ainsi:

...in any society, in any particular period, there is a central system of practices, meanings and values, which we can properly call dominant and effective. (...) what I have in mind is the central, effective and dominant system of meanings and values, which are not merely abstract but which are organized and lived. That is why hegemony is not to be understood at the level of mere opinion or mere manipulation. It is a whole body of practices and

expectations...⁵⁹

Ici il est bon d'ajouter quelques précisions relatives à la notion gramscienne d'hégémonie:

1) L'hégémonie a toujours une base économique, car elle se fonde sur la fonction économique décisive du groupe dirigeant et dominant.⁶⁰ Ce qui introduit la notion de bloc historique, défini comme lien organique entre structure et superstructure⁶¹, bloc dont l'hégémonie assure la cohésion. "La structure et les superstructures forment un "bloc historique", c'est-à-dire que l'ensemble complexe et contradictoire des superstructures est le reflet de l'ensemble des rapports sociaux de production."⁶² D'autre part, la classe dominante doit concéder à ses alliés certains sacrifices d'ordre économique-corporatif:

Le fait de l'hégémonie suppose indubitablement qu'on tienne compte des intérêts et des tendances des groupes sur lesquels l'hégémonie

59. Raymond Williams, "Base and Superstructure in Marxist Cultural Theory", New Left Review, no 82, novembre-décembre 1973, p. 9.

60. Chantal Mouffe, "Gramsci Today", dans C. Mouffe, op. cit., p. 10, et "Hegemony and Ideology in Gramsci", dans Ibid., p. 183; Jacques Texier, "Gramsci, théoricien des superstructures", La Pensée, no 139, juin 1968, p. 52; J. Femia, op. cit., p. 24; Giorgio Bonomi, "La théorie gramscienne de l'Etat", Les Temps Modernes, no 343, février 1975, p. 981.

61. L. Salamini, op. cit., pp. 104-105; James P. Hawley, "Antonio Gramsci's Marxism: Class, State and Work", Social Problems, vol. 27, no 5, juin 1980, p. 589; L. Gruppi, op. cit., p. 47.

62. Antonio Gramsci, Cahiers de prison, Bibliothèque de Philosophie, Gallimard, Paris, 1983, cahier 8, 182 (p. 362 de l'édition Gallimard).

sera exercée, qu'il se forme un certain équilibre de compromis, c'est-à-dire que le groupe dirigeant fasse des sacrifices d'ordre économique-corporatif, mais il est également indubitable que de tels sacrifices et qu'un tel compromis ne peuvent concerner l'essentiel, car si l'hégémonie est éthique-politique, elle ne peut pas ne pas être également économique, elle ne peut pas ne pas avoir son fondement dans la fonction décisive que le groupe dirigeant exerce dans les secteurs décisifs de l'activité économique.⁶³

2) Pour devenir hégémonique un groupe social doit passer d'une phase économique à une phase éthico-politique: construire son hégémonie signifie élaborer la structure en superstructure, passer de l'objectif au subjectif, de la nécessité à la liberté.⁶⁴ Il y a en effet trois niveaux du moment politique: 1) le niveau économique-corporatif; 2) le niveau où prévaut l'intérêt de classe mais de façon purement économique; 3) le passage de la structure à la superstructure (construction de l'hégémonie).⁶⁵ Il ne suffit pas que le prolétariat acquiert une simple

63. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 471. Voir aussi C. Mouffe, "Hegemony and Ideology in Gramsci", p. 182; A. Gramsci, Textes, p. 282.

64. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 194: "On peut employer le terme de "catharsis" pour indiquer le passage du moment purement économique (ou égoïste-passionnel) au moment éthique-politique, c'est-à-dire l'élaboration supérieure de la structure en superstructure dans la conscience des hommes. Cela signifie aussi le passage de l'"objectif au subjectif" ou de la "nécessité à la liberté". La structure, de force extérieure qui écrase l'homme, l'assimile à elle et le rend passif, se transforme en moyen de liberté, en instrument pour créer une nouvelle forme éthique-politique, et génératrice de nouvelles initiatives." Voir aussi: L. Salamini, op. cit., p. 57; J.P. Hawley, op. cit., p. 591; G. Bonomi, op. cit., p. 379.

65. W.L. Adamson, op. cit., pp. 160-161.

conscience de classe pour devenir classe hégémonique: il doit pour cela "...sécréter par l'intermédiaire de ses intellectuels et du parti sa propre idéologie révolutionnaire, sa propre culture et sa propre philosophie, sur la base desquelles il attirera vers lui les autres classes subalternes."⁶⁶ L'hégémonie implique une capacité de direction sur l'ensemble de la société, ce qui dépend de la capacité d'étendre sa culture (idées, valeurs) à la majorité de la population.

3) Un groupe social se doit de devenir dirigeant avant de conquérir le pouvoir gouvernemental; quand il exerce le pouvoir il devient dominant mais doit continuer à être dirigeant.⁶⁷ Gagner l'hégémonie avant la prise du pouvoir et l'assurer par la suite (une fois le pouvoir acquis) constitue pour Gramsci un moyen d'éviter une dictature sans hégémonie.⁶⁸ La dictature du prolétariat doit se caractériser par l'expansion du consentement (actif et direct) des masses, "...which excludes any bureaucratic repressive relation between leaders and led, any corporate integration of the led, also any reduction of democracy

66. D. Grisoni et R. Maggiori, op. cit., p. 148.

67. Voir par exemple Antonio Gramsci, Textes, édité par A. Tosel, Editions Sociales, Paris, 1983, p. 21; F. Houle, op. cit., p. 103; J. Femia, op. cit., p. 54; L. Gruppi, op. cit., p. 46; G.A. Williams, op. cit., pp. 594-595.

68. C. Buci-Glucksmann, "State, Transition and Passive Revolution", dans C. Mouffe, op. cit., pp. 219-220; G.A. Williams, op. cit., p. 591; T.R. Bates, op. cit., p. 359.

solely to its legal aspect."⁶⁹

4) L'affirmation de la nécessité de construire une contre-hégémonie se base sur l'affirmation de Marx que les hommes prennent conscience du conflit entre forces productives et rapports de production sur le plan idéologique (superstructurel)⁷⁰: il ne suffit pas qu'un tel conflit existe; encore faut-il que les hommes en prennent conscience, conscience qui s'acquiert et se construit au niveau de la superstructure.

5) Les intellectuels ont pour fonction d'organiser l'hégémonie et d'assurer ainsi la cohésion sociale⁷¹: en tant qu'organisateur de l'hégémonie, ils jouent le rôle essentiel de "ciment" du bloc historique, dont ils assurent la cohésion en liant la division sociale du travail et la forme de l'Etat.⁷²

6) L'introduction du concept gramscien d'hégémonie implique une extension du politique: "Politics thereby ceases to be conceived as a separate specialist activity

69. Christine Buci-Glucksmann, "Hegemony and Consent: a Political Strategy", dans A.S. Sassoon, op. cit., p. 119.

70. J.-B. Fages, op. cit., pp. 125 et 134; R. Bellamy, op. cit., p. 127; A. Gramsci, Gramsci dans le texte, pp. 473 et 477; Karl Marx, Contribution à la critique de l'économie politique, Editions Sociales, Paris, 1972, pp. 4-5.

71. G. Vacca, "Intellectuals and the Marxist Theory of the State", dans A.S. Sassoon, op. cit., pp. 46 et 59; L. Salamini, op. cit., p. 108; C. Buci-Glucksmann, Gramsci et l'Etat, p. 50. Voir aussi A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 150.

72. L. Razeto Migliaro et P. Misuraca, "The Theory of Modern Bureaucracy", dans A.S. Sassoon, op. cit., p. 81; D. Grisoni et R. Maggiori, op. cit., p. 131; G. Vacca, op. cit., p. 63.

and becomes a dimension which is present in all fields of human activity."⁷³ Le pouvoir est conçu comme étant exercé à tous les niveaux sociaux.

C'est comprise en ce sens que la notion d'hégémonie s'applique tant à l'exercice du pouvoir par la bourgeoisie qu'à la révolution prolétarienne dans son ensemble (c'est-à-dire de la phase préparatoire de la révolution au dépérissement de l'Etat).

D'une part, l'hégémonie sert en effet à expliquer l'échec de la révolution prolétarienne en Occident et la montée du fascisme. L'Etat bourgeois se trouve "protégé" par la société civile au sens où celle-ci, par ses multiples institutions (écoles, médias, etc...), assure l'établissement, la diffusion, le maintien des idées et valeurs de la classe dominante. S'attaquer de front à l'Etat se révèle de ce fait inutile. D'où le sens du concept de "guerre de position":

La structure massive des démocraties modernes, considérée soit comme organisation d'Etat, soit comme ensemble d'associations opérant dans la vie civile, constitue, dans le domaine de l'art politique, les "tranchées" et les fortifications permanentes du front dans la guerre de position: elle fait quelque chose de seulement "partiel" du mouvement qui, auparavant, était toute la guerre...⁷⁴

Dans cet état de chose, les crises économiques ne

73. C. Mouffe, "Hegemony and Ideology in Gramsci", p. 201.

74. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 564.

deviennent critiques que si elles provoquent une crise hégémonique dont peut profiter le prolétariat.⁷⁵

D'autre part, pour pouvoir espérer s'emparer du pouvoir gouvernemental, le prolétariat doit d'abord se lancer dans la construction d'une contre-hégémonie sur le terrain de la société civile afin d'entreprendre la destruction de l'hégémonie bourgeoise et de commencer à établir les fondements du socialisme. Après cette phase préparatoire, le prolétariat doit s'emparer du pouvoir étatique, ce qui permet l'établissement complet de son hégémonie. L'hégémonie doit également caractériser le processus de dépérissement de l'Etat, Gramsci la voyant comme moyen d'arriver à une société sans classes (ou "société réglée").

Au chapitre III nous nous attarderons spécifiquement sur les problèmes qu'entraîne la définition de l'hégémonie comme moyen d'atteindre la société sans classes. Il faut cependant dès maintenant attirer l'attention sur la double connotation que Gramsci semble attribuer au concept. On peut en effet soulever l'hypothèse que pour Gramsci l'hégémonie prolétarienne acquiert une connotation morale que ne possède pas l'hégémonie bourgeoise (ou l'hégémonie caractérisant le pouvoir bourgeois). L'aspect hégémonique du pouvoir prend un sens différent selon la classe qui exerce le pouvoir:

75. W.L. Adamson, op. cit., p. 141.

-dans un régime bourgeois, l'hégémonie sert à maintenir les masses dans leur sens commun primitif tout en assurant leur consentement, ce qui permet leur exploitation

-dans un régime prolétarien, l'hégémonie correspond aux aspirations profondes et réelles des masses (supposées être le socialisme) et doit permettre, selon Gramsci, d'arriver à une société réglée.⁷⁶

De fait, le socialisme se présente à ses yeux comme une toute nouvelle culture correspondant aux aspirations profondes des masses. Le problème consiste à transformer le "sens commun" de la masse, sens commun qui conserve toujours un noyau de "bon sens" permettant à la masse de découvrir que le socialisme correspond à ses aspirations.⁷⁷ Parce que le socialisme ne peut qu'aller de pair avec les aspirations populaires, on peut espérer réduire

76. Notons que W.L. Adamson remarque lui aussi ce double sens de l'hégémonie, qu'il caractérise de la façon suivante: 1) un sens instrumental, neutre, où l'hégémonie caractérise les régimes bourgeois ayant réussi à organiser le consentement de masse; 2) un sens éthique, où l'hégémonie caractérise le fonctionnement d'une société réglée (prolétarienne). *Ibid.*, p. 242.

77. A. Tosel écrit que le "sens commun" des masses "...contient, de manière contradictoire, la perception confuse, le sentiment que les systèmes de représentations et les modes de vie auxquels elles consentent ne sont pas adéquates à leurs besoins, à leurs possibilités, tels qu'ils sont vécus sur le terrain de leur pratique fondamentale, le travail, et le travail comme activité unificatrice d'un groupe social. Les masses populaires ont la certitude, enracinée dans l'évidence d'une foi pratique formée sur le terrain du travail, de leur différence sociale, de la nécessité d'une transformation de la vie sociale." (André Tosel, "Gramsci: philosophie de la praxis et réforme intellectuelle et morale", *La Pensée*, no 235, septembre-octobre 1983, p. 39.)

progressivement l'aspect coercitif des superstructures (grâce à l'expansion de l'hégémonie prolétarienne). Il faut cependant se demander ce qui se passerait si la masse ne pouvait découvrir cette correspondance ou la niait. Faudrait-il alors sacrifier la démocratie au socialisme?

L'apport essentiel de Gramsci, dans sa compréhension et son utilisation du concept d'hégémonie, me semble se trouver moins dans l'étude de la révolution prolétarienne que dans l'analyse des structures de pouvoir dans la société. Gramsci accorde un rôle essentiel à la conscience dans le problème du pouvoir de l'Etat et d'une classe. Il fait ressortir l'importance du consentement de la majorité dans l'établissement et le maintien du pouvoir d'un groupe sur l'ensemble de la société. Ceci sans négliger pour autant l'aspect coercitif ainsi que le prétend P. Anderson.⁷⁸

Dans la relation entre base et superstructure, Gramsci a donc redonné son importance au moment superstructurel (conscience et culture), face à l'économisme et au déterminisme: il affirme que "...l'action politique n'est pas directement déterminée par la structure économique,

78. P. Anderson, op. cit., pp. 97, 94, 135 et 136. Comment Gramsci aurait-il pu négliger cet aspect, lui qui a connu le fascisme et vécu les onze dernières années de sa vie en prison? Comme l'indique M. Salvadori, Gramsci ne néglige pas l'usage de la force: il établit son insuffisance (Massimo Salvadori, "Gramsci and the P.C.I.: Two Conceptions of Hegemony", dans C. Mouffe, op. cit., p. 249).

mais par l'interprétation que l'on donne de cette structure et des soi-disant lois qui en gouvernent le déroulement. Ces lois n'ont rien de commun avec les lois naturelles..."⁷⁹ En plus, il élargit le champ superstructurel en y intégrant la société civile et en faisant ressortir l'importance du consentement face à une tendance marxiste pour laquelle l'Etat se réduisait bien souvent à être le "bras armé" de la bourgeoisie. Ceci est d'une extrême importance, car il ne fait nul doute que la force seule ne maintient pas (ou pas longtemps en tout cas) un régime, quel qu'il soit, au pouvoir. La foi absente, le pouvoir tient à peu de chose. On en a la confirmation dans la situation politique est-européenne depuis l'automne 1989.

Interprétations du concept

Les commentateurs soutiennent des interprétations assez diverses du concept gramscien d'hégémonie. Pour les uns, l'hégémonie se réduit à la dictature du prolétariat; pour d'autres il faut distinguer hégémonie et dictature du prolétariat et accorder la primauté à la première, sans toutefois oublier que l'hégémonie implique un élément de coercition (Faggi, Portelli, Piotte, Macciochi); pour d'autres encore, l'hégémonie s'établit par consensus démocratique et implique la primauté du consensus sur la

79. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 183.

coercition (Tamburrano, Bobbio).⁸⁰ De plus, pour certains le concept gramscien d'hégémonie relève d'un léninisme pur et appartient à la problématique léniniste de dictature du prolétariat (Salvadori), tandis que pour d'autres le concept est résolument post-léniniste (De Giovanni) et comporte une nouvelle conception du processus révolutionnaire (Gruppi).⁸¹

Pour nous, comme nous l'avons déjà expliqué, le concept gramscien d'hégémonie est effectivement post-léniniste au sens où: 1) il ne se limite pas à désigner la direction politique dans une alliance de classes mais prend aussi un sens culturel étendu; 2) il en vient à désigner non seulement la stratégie révolutionnaire prolétarienne mais aussi la pratique de toute classe dominante; 3) appliqué à la révolution prolétarienne, il caractérise la totalité du processus révolutionnaire. D'autre part, le concept gramscien d'hégémonie comporte effectivement une nouvelle conception du processus révolutionnaire: il ne s'agit plus de s'attaquer uniquement et directement à l'Etat mais de détruire l'hégémonie bourgeoise dans la société civile pour lui substituer l'hégémonie prolétarienne ("guerre de position"). Ce qui n'exclut ni l'attaque violente de l'Etat ("guerre de mouvement"), ni le moment de la coercition et de la dictature du

80. Pour un exposé de ces diverses conceptions, on peut consulter par exemple L. Salamini, op. cit., pp. 133-135.

81. C. Mouffe, "Gramsci Today", p. 14.

prolétariat.⁸²

Hégémonie et coercition

Enfin, il nous faut apporter une dernière précision: l'hégémonie se définit par le consentement, mais elle n'exclut pas la force. Si elle introduit un moment éthico-politique dans l'Etat, son exercice dépend par ailleurs non seulement de la société civile mais aussi de la société politique (l'Etat au sens strict), caractérisée par la coercition. Elle se définit de ce fait comme "direction + domination", puisque pour être complètement hégémonique une classe doit diriger ses alliés et dominer ses ennemis.⁸³ L'aspect coercitif se révèle tout aussi important à l'établissement de l'hégémonie d'une classe, et pour Gramsci une classe ne peut être vraiment (totalement) hégémonique que lorsqu'elle contrôle l'ensemble de la

82. Voir par exemple M. Salvadori, op. cit., pp. 246-247; Christine Buci-Glucksmann, "Eurocommunisme et problèmes de l'Etat. Gramsci en question", Dialectiques, nos 18-19, 1977, p. 152; D. Grisoni et R. Maggiori, op. cit., p. 147.

83. L. Gruppi, op. cit., p. 46; M.-A. Macciocchi, op. cit., pp. 166 et 180; F. Houle, op. cit., surtout pp. 125-126, mais aussi pp. 81, 88, 95, 101, 117; C. Buci-Glucksmann, Gramsci et l'Etat, pp. 214-215; Christine Buci-Glucksmann, "A propos de la théorie marxiste de l'Etat capitaliste. Vers une conception nouvelle de la politique", L'homme et la société, no 11, janvier-février-mars 1969, p. 207; D. Grisoni et R. Maggiori, op. cit., pp. 180 et 182; A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 147 (note 15).

superstructure, c'est-à-dire l'Etat au sens intégral.⁸⁴ Comme le soulignaient déjà Marx et Engels, toute classe sociale qui aspire à la domination doit conquérir le pouvoir politique pour pouvoir présenter son intérêt propre comme étant l'intérêt universel.⁸⁵ Il ne faut donc pas exclure le moment de la force et de la coercition du concept d'hégémonie (ainsi que le fait J. Femia et tendent à le faire P. Anderson et C. Mouffe⁸⁶). Une telle exclusion reviendrait: 1) à négliger le sens réel du concept; 2) à négliger l'interpénétration entre société politique et société civile ainsi qu'à les séparer organiquement et non plus simplement de façon méthodologique (comme c'était l'intention de Gramsci⁸⁷). Nous verrons en effet au chapitre suivant que Gramsci réunit société politique et société civile dans l'Etat "intégral" ou "élargi".

84. F. Houle, op. cit., p. 95; M.-A. Macciocchi, op. cit., p. 180; D. Grisoni et R. Maggiori, op. cit., p. 182; Anne Showstack Sassoon, "Hegemony, War of Position and Political Intervention" dans A.S. Sassoon, op. cit., p. 110. Dans la phase pré-étatique, l'hégémonie est en effet seulement partielle; elle s'exerce non sur la société entière mais uniquement sur les groupes alliés (F. Houle, op. cit., pp. 117 et 119).

85. K. Marx et F. Engels, op. cit., p. 31.

86. J. Femia, op. cit., pp. 25-26; P. Anderson, op. cit., pp. 36-37; C. Mouffe, "Gramsci Today", p. 10.

87. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 469.

CHAPITRE II: HEGEMONIE ET ELARGISSEMENT DE L'ETAT:

L'ETAT INTEGRAL

Nous avons vu au chapitre précédent que l'hégémonie se définissait par le consentement des masses au pouvoir exercé par une classe sur l'ensemble de la société. Gramsci cherche à expliquer ce consentement, non seulement dans le cas de l'Italie mais de l'ensemble des pays capitalistes avancés, dont il remarque la situation particulière par rapport à la Russie de 1917. Gramsci constate:

Dans les pays capitalistes développés, la classe dominante possède des réserves politiques et organisationnelles qu'elle ne possédait pas en Russie, par exemple. Cela signifie que les crises économiques n'ont pas de répercussions immédiates dans le champ politique. La politique est toujours en retard sur l'économique. L'appareil d'Etat est beaucoup plus résistant que l'on pouvait le croire...⁸⁸

Il s'agit alors de définir un Etat beaucoup plus complexe qui intègre une société civile fortement développée, société civile dont les institutions jouent le rôle de "forteresses", de "casemates", protégeant l'Etat.

A cette fin, il nous faut tout d'abord définir et expliciter le concept d'"Etat élargi", puis exposer en quoi Gramsci dépasse ainsi la définition marxiste de l'Etat.

La définition de l'Etat chez Gramsci

88. A. Gramsci, La costruzione del Partito Comunista, cité dans C. Buci-Glucksmann, Gramsci et l'Etat, p. 62.

La notion d'hégémonie amène l'élargissement du concept d'Etat chez Gramsci⁸⁹ en lui permettant de dépasser la définition de l'Etat comme simple appareil coercitif (société politique au sens strict) et d'introduire une analyse des mécanismes de domination de classe recouvrant à la fois la société politique et la société civile. Gramsci peut dès lors définir l'Etat comme "...l'ensemble des activités pratiques et théoriques grâce auxquelles la classe dirigeante non seulement justifie et maintient sa domination mais aussi réussit à obtenir le consensus actif des gouvernés..."⁹⁰ Il s'agit autrement dit de "...l'ensemble des lieux et des moyens par lesquels se gagne l'hégémonie..."⁹¹ Ainsi: 1) l'Etat recouvre l'ensemble des superstructures; 2) il y a un dédoublement (méthodologique) de la superstructure.⁹²

L'Etat recouvre l'ensemble des superstructures

Comme nous l'avons mentionné, l'Etat ne se limite plus à désigner l'appareil répressif, mais recouvre également les institutions assurant le consentement par le biais de la diffusion des valeurs de la classe dominante (écoles, médias, etc...; ce que Gramsci appelle les institutions

89. C. Buci-Glucksmann, "Eurocommunisme et problèmes de l'Etat. Gramsci en question", p. 151; F. Houle, op. cit., p. 42; C. Mouffe, "Hegemony and Ideology in Gramsci", p. 192.
 90. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 556.
 91. H. Lefebvre, op. cit., vol. 2, pp. 380-381.
 92. F. Houle, op. cit., p. 40.

"prétendument privées"). Dans une lettre du sept septembre 1931, Gramsci explique que son étude de la question des intellectuels

...amène aussi à préciser quelque peu le concept d'Etat par quoi on entend d'ordinaire la Société politique (ou dictature, ou appareil coercitif pour adapter les masses populaires au type de production et à l'économie d'une époque donnée) et non l'équilibre entre la Société politique et la Société civile (ou hégémonie qu'un groupe social exerce sur la société nationale dans son entier par le moyen d'organisations prétendument privées, comme l'église, les syndicats, les écoles etc.)...⁹³

L'Etat se définit donc comme "société politique + société civile" ou "hégémonie cuirassée de coercition", la société politique au sens strict se voyant attribuer la fonction de coercition et la société civile celle d'hégémonie: "...il faut noter que dans la notion générale d'Etat entrent des éléments qu'il faut ramener à la notion de Société civile (au sens, pourrait-on dire, où Etat = société politique + société civile, c'est-à-dire hégémonie cuirassée de coercition)."⁹⁴ L'Etat ne représente ainsi pas pour Gramsci une organisation politico-juridique au sens étroit dont les fonctions seraient limitées à la tutelle de l'ordre public et du respect des lois, mais bien l'ensemble superstructurel constitué par la société politique et la société civile. Il faut remarquer l'interdépendance des

93. A. Gramsci, Lettres de prison, p. 333. Voir aussi, sur l'Etat comme équilibre entre société politique et société civile, A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 576.

94. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, pp. 576-577 (ou Cahiers de prison, cahier 6, 88, p. 83 de l'édition Gallimard).

fonctions d'hégémonie et de coercition: si l'hégémonie permet de légitimiser l'usage de la coercition par la classe dominante, la coercition est nécessaire à l'établissement et au maintien de l'hégémonie.

Le dédoublement (méthodologique) des superstructures

La superstructure, chez Gramsci, se dédouble donc en société politique et société civile, qui trouvent leur unité organique dans l'Etat défini au sens intégral. Chaque niveau superstructurel a sa fonction propre mais dépend en même temps de l'autre. Le dédoublement permet d'attribuer la fonction d'hégémonie à la société civile et celle de coercition à la société politique. Il sert ainsi à schématiser une certaine répartition des fonctions et des mécanismes de pouvoir, mais dans la réalité on ne peut pas séparer hégémonie et coercition, direction et domination, société politique et société civile. Elles sont à la fois unies et autonomes.⁹⁵ Il s'agit, comme le dit Gramsci, d'un dédoublement méthodologique et non organique⁹⁶, puisque dans la réalité effective Etat et société civile s'identifient; ils ne se distinguent que dans

95. F. Houle, op. cit., p. 100.

96. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 469; F. Houle, op. cit., p. 43; C. Buci-Glucksmann, Gramsci et l'Etat, pp. 114 et 116; J. Texier, op. cit., p. 39.

l'abstraction.⁹⁷ Adamson suggère cependant que la société civile doit pouvoir être distinguée de l'Etat pour qu'on puisse concevoir des possibilités de construction d'une contre-hégémonie⁹⁸; ce qui correspond à l'idée que sur le plan strictement gouvernemental, la classe dominante ne laisse que peu ou pas de possibilités de compromis, compromis qui ne sont possibles que dans la société civile.

En effet, la classe dominante ne peut pas perdre le contrôle de la société politique, puisqu'elle doit assurer la perpétuation de son pouvoir et que l'hégémonie exige la détention du pouvoir gouvernemental. Dans la société civile par contre, les classes subalternes peuvent jouir d'une certaine autonomie: Bonomi note la présence de "moments de fugue" dans la société civile (champ de contestation)⁹⁹; la présence de ce champ de contestation est probablement reliée à la nécessité pour la classe dominante de faire des compromis. C'est à ce niveau que la classe ouvrière peut

97. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 469; G. Bonomi, op. cit., p.990. C. Buci-Glucksmann (Gramsci et l'Etat, p. 114) schématise ainsi le dédoublement:

Etat intégral= hégémonie cuirassée de coercition	
Etat [au sens strict] ou soc. pol.	soc. civ.
dictature	hégémonie
appareil de coercition	appareil d'hégémonie
gouvernement	Etat au sens intégral
Etat comme appareil de pouvoir	Etat comme organisation du consentement
domination	direction

98. W.L. Adamson, op. cit., p. 215.

99. G. Bonomi, op. cit., p. 992. Voir aussi F. Houle, op. cit., p. 115.

prendre conscience de soi et s'organiser (grâce aux partis politiques par exemple).¹⁰⁰ Elle doit d'abord commencer à construire une contre-hégémonie dans la société civile avant de pouvoir s'attaquer à la société politique.

Les deux niveaux superstructurels, c'est-à-dire société politique et société civile (tout comme infrastructure et superstructure), se trouvent liés par les notions d'hégémonie et de bloc historique. Ces deux notions permettent en effet de lier société politique et société civile tant au plan institutionnel (organismes d'Etat et institutions privées) que fonctionnel (coercition et consentement). Par exemple, l'hégémonie permet de conceptualiser comment société politique et société civile se complètent pour assurer le pouvoir d'un groupe.

Comme le concept d'hégémonie, le concept d'Etat élargi représente une contribution importante de Gramsci à la pensée et à la théorie politiques. Non seulement permet-il "...d'échapper, d'une part, à la conception de l'Etat-force, où ce dernier est vu comme un simple appareil répressif, et, d'autre part, à la conception de l'Etat néolibérale, où l'analyse de l'Etat est centrée sur le primat de l'idéologie."¹⁰¹ Il permet aussi d'éviter la séparation organique entre société politique et société civile, mais surtout de concevoir l'unité des mécanismes de pouvoir et

100. F. Houle, op. cit., p. 51; G. Bonomi, op. cit., p. 992.

101. F. Houle, op. cit., p. 43.

de domination, et d'expliquer le jeu du consentement et de la force dans l'Etat.

Société politique et société civile: définition

Après avoir défini l'Etat intégral comme société politique + société civile (ou "hégémonie cuirassée de coercition") et exposé le dédoublement méthodologique des superstructures, examinons maintenant de façon plus détaillée la définition que Gramsci donne de la société politique et de la société civile. La société politique au sens strict (l'Etat au sens étroit) désigne l'ensemble des organes de la superstructure remplissant une fonction de coercition.¹⁰² Il s'agit par exemple de l'armée et de la police. Il faut donc évidemment distinguer Etat au sens étroit et Etat au sens intégral.

La société civile désigne pour Gramsci l'"...ensemble des organes de la superstructure qui permettent 'la direction intellectuelle et morale' de la société, obtiennent le consentement et l'adhésion des classes subalternes."¹⁰³ En fait, il faut préciser cette définition: en principe, la société civile s'occupe du consentement demandé (Gramsci spécifiant lui-même que le consentement peut être soit demandé, soit obtenu par la

102. G. Bonomi, op. cit., p. 982; D. Grisoni et R. Maggiori, op. cit., p. 257. Voir aussi A. Gramsci, Lettres de prison, p. 333.

103. D. Grisoni et R. Maggiori, op. cit., p. 256.

force¹⁰⁴) et n'inclut pas la violence, la force. Cependant, la société civile correspond à la fonction d'hégémonie exercée par le groupe dominant¹⁰⁵; or, l'hégémonie se définit comme "direction plus domination" et n'exclut pas la violence. Il y a donc ici une certaine confusion. Rappelons que Gramsci a connu l'expansion des brigades fascistes parallèles à l'Etat, à l'armée et à la police; il serait alors surprenant qu'il ait voulu limiter l'usage de la coercition à la société politique. Néanmoins, ce point manque de clarté; le seul éclaircissement possible ici est de rappeler que les fonctions d'hégémonie et de coercition d'une part ne sont pas exclusives et se présentent comme interdépendantes, et d'autre part n'appartiennent pas exclusivement à l'une ou l'autre des sphères superstructurelles, "...l'hégémonie se rattachant davantage, mais non exclusivement, à la notion de société civile et la coercition à la notion de société politique."¹⁰⁶

La définition gramscienne de la société civile diffère de la définition qu'en donne Marx. Pour Marx et Engels, "...civil society encompasses the whole of pre-state social life. It is a moment in the development of the economic relations which precedes and determines the political

104. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 505.

105. Ibid., p. 606; F. Houle, op. cit., p. 52.

106. F. Houle, op. cit., p. 16. C'est moi qui souligne.

sphere..."¹⁰⁷; la société civile relève donc de l'infrastructure. Mais pour Gramsci, elle appartient à la superstructure.¹⁰⁸ Ainsi, dans un passage des Cahiers il écrit:

On peut, pour le moment, établir deux grands "étages" dans les superstructures, celui que l'on peut appeler l'étage de la "société civile", c'est-à-dire de l'ensemble des organismes vulgairement dits "privés", et celui de la "société politique" ou de l'Etat; ils correspondent à la fonction d'"hégémonie" que le groupe dominant exerce sur toute la société, et à la fonction de "domination directe" ou de commandement qui s'exprime dans l'Etat et dans le gouvernement juridique".¹⁰⁹

Elle ne relève ainsi pas directement de l'économie comme telle (les forces de production), même si elle inclut pour Gramsci les comportements économiques. Si Gramsci semble donc de prime abord définir infrastructure et superstructure de la même façon que Marx, il déplace la société civile d'un champ à l'autre. Le contenu de la société civile demeure dans une certaine mesure économique (au sens où elle comprend non seulement les comportements politiques mais aussi les comportements économiques) mais

107. Joseph A. Woolcock, "Politics, Ideology and Hegemony in Gramsci's Theory", Social and Economic Studies, vol. 34, no 3, 1985, p. 203. Marx et Engels écrivent que "La société civile embrasse l'ensemble des rapports matériels des individus à l'intérieur d'un stade de développement déterminé des forces productives. Elle embrasse l'ensemble de la vie commerciale et industrielle d'une étape...". K. Marx et F. Engels, op. cit., p. 77. Voir aussi F. Houle, op. cit., p. 50; N. Bobbio, op. cit., p. 29; P. Anderson, op. cit., p. 16.

108. J.A. Woolcock, op. cit., p. 203; J. Texier, op. cit., p. 43; F. Houle, op. cit., p. 50; N. Bobbio, op. cit., p. 30.

109. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, pp. 606-607.

elle n'est pas l'infrastructure.¹¹⁰ Pour Gramsci, la base économique inclut seulement les instruments matériels et les techniques de production.¹¹¹

Structure et superstructure chez Gramsci

Selon N. Bobbio, il y aurait deux différences fondamentales dans les conceptions de Marx et de Gramsci en ce qui concerne les relations entre structure et superstructure: 1) la structure serait subordonnée à la superstructure chez Gramsci, à l'inverse de chez Marx; 2) dans la superstructure (l'Etat au sens intégral), le moment idéologique (société civile) prévaudrait sur le moment institutionnel (société politique).¹¹²

A mon avis il s'agit d'une conception erronée. Nous avons vu en effet que Gramsci réaffirmait la centralité de l'infrastructure. S'il insiste sur l'importance de la superstructure, il ne néglige pas pour autant le rôle déterminant de la base économique. Comme nous l'avons déjà expliqué, Gramsci cherche à établir un rapport réciproque entre base et superstructure: l'homme construit et acquiert sa conscience des conflits économiques sur le terrain des

110. J. Texier, op. cit., pp. 55 et 58. Il précise à la page 56 que les comportements et attitudes de "l'homme oeconomicus" constituent le contenu fondamental de la société civile (les syndicats par exemple appartiennent à la société civile).

111. T.J.Jackson Lears, "The Concept of Cultural Hegemony: Problems and Possibilities", The American Historical Review, vol. 90, no 3, juin 1985, p. 570.

112. N. Bobbio, op. cit., pp. 33-36.

idéologies; il s'agit cependant toujours d'un homme historiquement déterminé, c'est-à-dire influencé par et dépendant de ses conditions concrètes de vie (déterminées par la structure économique).¹¹³ L'hégémonie elle-même repose sur une base économique sans laquelle elle ne peut exister. On ne peut donc pas affirmer que Gramsci subordonne l'infrastructure à la superstructure. Il établit plutôt une relation à deux sens entre elles. Comme l'écrit F. Ricci, pour Gramsci

S'il est vrai en même temps 1o que les hommes font leur propre histoire; 2o qu'ils la font dans des conditions déterminées- il n'est pas question de négliger la première proposition, sous prétexte qu'on préfère la science, ni la deuxième, sous prétexte qu'on préfère l'homme... Si les deux sont vraies, il faut penser leur unité...¹¹⁴

Comme le souligne R. Williams, dans la question de la détermination de la superstructure par l'infrastructure, "déterminer" peut prendre deux significations, soit 1) une cause externe qui contrôle une activité subséquente ou 2) un élément qui pose des limites et exerce des pressions.¹¹⁵ Williams privilégie le deuxième sens, soit une redéfinition de "détermination" "...towards the setting of limits and the exertion of pressure, and away from a predicted, prefigured and controlled content."¹¹⁶ C'est sans doute

113. Voir A. Gramsci, Gramsci dans le texte, pp. 473, 477 et 556.

114. François Ricci, "Gramsci théoricien politique", La Nouvelle Critique, no 28 (209), novembre 1969, p. 20.

115. R. Williams, op. cit., p. 4.

116. Ibid., p. 6.

également le cas de Gramsci, ce qui lui permet d'ailleurs (en opposition avec le déterminisme et l'économisme) de revaloriser le politique et la conscience.

D'autre part (et contrairement à ce que prétend Bobbio), si Gramsci revalorise le moment de la conscience, il n'en néglige pas pour autant celui de la coercition. D'autant plus que l'hégémonie se définit comme "direction + domination". L'établissement de l'hégémonie complète d'une classe inclut nécessairement le moment de la coercition. Il ne faut pas négliger un moment au profit de l'autre, les deux étant essentiels pour le concept d'Etat intégral.

Gramsci et la conception marxiste de l'Etat

Par sa conception de l'Etat intégral, Gramsci dépasse la définition marxiste la plus répandue qui conçoit l'Etat essentiellement comme force coercitive. Il faut remarquer que dans le marxisme on retrouve une double compréhension du phénomène étatique. D'une part, chez Marx et, dans une certaine mesure Engels, l'Etat se définit par plusieurs fonctions, dont la coercition mais aussi la gestion, la coordination, l'universalisation. D'autre part, on trouve une seconde tendance représentée par Lénine (surtout dans L'Etat et la révolution) et Engels (par exemple dans L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat), pour laquelle l'Etat se définit essentiellement comme appareil coercitif.

Marx et Engels, dans L'idéologie allemande, définissent l'Etat comme "...la forme par laquelle les individus d'une classe dominante font valoir leurs intérêts communs et dans laquelle se résume toute la société civile d'une époque..."¹¹⁷ Le rôle de l'Etat comme instrument d'universalisation des valeurs de la classe dominante se trouve déjà dans L'idéologie allemande (ce que beaucoup de commentateurs oublient quand ils comparent Marx et Gramsci à ce sujet). Marx et Engels écrivent en effet que "...toute classe qui aspire à la domination...doit conquérir d'abord le pouvoir politique pour représenter à son tour son intérêt propre comme étant l'intérêt universel..."¹¹⁸ L'Etat ne remplit donc pas qu'une fonction de coercition: il accomplit certaines tâches (dont la coercition n'est qu'une) sous une forme spécialisée (coordination, gestion, universalisation). Cependant, la coercition est essentielle et centrale car l'Etat demeure toujours un Etat de classe (l'Etat de la classe dominante) et il doit assurer la continuité d'une société déchirée par le conflit social (lutte des classes). L'aspect du consentement se trouve moins développé chez Marx et Engels que chez Gramsci: s'ils mentionnent la soumission des classes subalternes aux idées de la classe dominante, ils n'étudient pas spécifiquement les mécanismes qui assurent le consentement.

117. K. Marx et F. Engels, op. cit., p. 78.

118. Ibid., p. 31.

Lénine, comme Engels dans L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, met beaucoup plus d'accent sur le côté coercitif de l'Etat (accent accompagné d'une négligence importante du rôle du consentement). Pour Lénine, tout Etat se définit comme "pouvoir spécial de répression".¹¹⁹ Il voit l'Etat comme le bras armé de la bourgeoisie, qui doit être détruit par la confrontation violente; la Révolution doit briser ce produit de la lutte des classes.¹²⁰

Gramsci retient évidemment plusieurs éléments de la conception de l'Etat qu'on trouve chez Marx, Engels et Lénine. Voici les plus significatifs:

1) Les relations de production constituent la base sur laquelle se construit l'Etat. Pour Gramsci en effet l'Etat demeure "...la forme concrète d'un monde économique déterminé, d'un certain système de production."¹²¹

2) L'Etat exprime la structure de classe et est un moyen de la domination de classe.

3) L'Etat capitaliste n'est pas un instrument direct de la bourgeoisie: il possède un certain degré

119. Vladimir Ilitch Lénine, L'Etat et la révolution, Seghers, Paris, 1971, pp. 62, 73 et 75.

120. M. Carnoy, op. cit., pp. 57-58; J.-C. Girardin, op. cit., p. 638.

121. Cité dans C. Buci-Glucksmann, Gramsci et l'Etat, p. 316.

d'autonomie.¹²²

Par contre, Gramsci dépasse et élargit considérablement cette conception par son concept de société civile et par la place qu'il accorde à l'hégémonie¹²³, ceci non seulement par rapport à Lénine mais aussi par rapport à Marx qui, s'il ne néglige pas ces aspects, les développe peu. "Penser l'élargissement de l'Etat, c'est (donc) voir en quoi la domination d'une classe excède le seul "gouvernement", la seule force, passe par le système des alliances et des médiations à travers lesquels s'exerce sa "direction" sur l'ensemble de la société à tous les niveaux."¹²⁴ Si Marx et Engels conçoivent déjà pour l'Etat une fonction d'universalisation des valeurs des classes dominantes, Gramsci tente d'analyser comment s'établit l'hégémonie et insiste tant sur le rôle de la société politique (Etat au sens étroit) que sur celui de la société civile (ce qui n'est pas développé chez Marx et Engels). C'est ce que lui permet par exemple son étude du rôle des intellectuels, au sujet desquels il constate:

Les intellectuels sont les "commis" du groupe dominant pour l'exercice des fonctions

122. Voir par exemple, pour Marx, M. Carnoy, op. cit., pp. 45-56. En ce qui concerne le potentiel d'autonomie de l'Etat chez Marx, voir par exemple Karl Marx, Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte, dans Oeuvres choisies, tome 1, Editions du Progrès, Moscou, 1974, entre autres pp. 497 et 504.

123. M. Carnoy, op. cit., p. 65.

124. C. Buci-Glucksmann, "Gramsci et l'Etat. Pour une lecture théorico-politique des cahiers de prison", p. 26.

subalternes de l'hégémonie sociale et du gouvernement politique, c'est-à-dire: 1. de l'accord "spontané" donné par les grandes masses de la population à l'orientation imprimée à la vie sociale par le groupe fondamental dominant... 2. de l'appareil de coercition d'Etat qui assure "légalement" la discipline des groupes qui refusent leur "accord" tant actif que passif..."¹²⁵

En conséquence, il ne sert à rien pour le prolétariat d'attaquer l'Etat au sens strict sans avoir fait un long travail de construction d'une contre-hégémonie dans la société civile. La lutte révolutionnaire doit s'attaquer aussi bien à la société civile qu'à la société politique. Il est inutile de s'attaquer au pouvoir coercitif si on ne réussit pas à jouer un rôle de direction sur l'ensemble de la société, d'autant plus que la construction de l'hégémonie dans la société civile avant la prise du pouvoir étatique doit permettre d'éviter le plus possible une relation dictatoriale entre le Parti et les masses.

L'"Etat-éducateur"

Le concept gramscien d'Etat élargi permet également de concevoir l'extension du pouvoir étatique lui-même par la conception de l'Etat-éducateur. Pour Gramsci en effet, l'Etat doit tenter de donner un certain niveau culturel et moral à la masse et adapter le comportement économique de l'homme aux changements structurels et superstructurels, c'est-à-dire adapter la société civile à la structure

125. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 607.

économique.¹²⁶ C'est là le propre de tout Etat, aussi bien bourgeois que prolétarien. Notons cependant que dans le cas de l'Etat prolétarien, le recours à l'Etat sera d'autant moins nécessaire que l'hégémonie prolétarienne sera plus développée avant la prise du pouvoir gouvernemental.¹²⁷ Tout Etat se définit donc comme éthique au sens où "...one of its most important functions is to raise the mass of the population to a particular 'cultural and moral level...which corresponds to the needs of the productive forces for development, and hence to the interests of the ruling classes'..."¹²⁸

Les rapports entre Etat et société civile

Avant de terminer, il faut apporter une dernière

126. J. Texier, op. cit., pp. 55, 56 et 60; M.-A. Macciocchi, op. cit., p. 195. "...l'Etat est l'instrument permettant de mettre en juste rapport la société civile et la structure économique, mais il faut que l'Etat "veille" le faire, autrement dit que ce soient les représentants du changement advenu dans la structure économique qui prennent en main l'Etat. Attendre que par voie de propagande et de persuasion, la société civile se mette en harmonie avec la nouvelle structure, que le vieil homo oeconomicus disparaisse sans être enseveli avec tous les honneurs qu'il mérite, c'est là une nouvelle forme de rhétorique économique, une nouvelle forme de moralisme économique vide et qui ne peut aboutir à rien." A. Gramsci, Gramsci dans le texte, pp. 270-271.

127. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, pp. 562, 567, 572 et 573; G. Bonomi, op. cit., p. 984; W.L. Adamson, op. cit., pp. 164-165. Selon Adamson, cette conception de l'Etat-éducateur redonne même une certaine "dignité" au concept d'Etat, "...by giving it a positive identification with education, culture, and the hopeful prospect of a rising level of civilization." (W.L. Adamson, op. cit., p. 222).

128. J.P. Hawley, op. cit., p. 592.

clarification. On a parfois reproché à Gramsci, comme le fait notamment P. Anderson¹²⁹, une certaine confusion en ce qui concerne les liens entre Etat et société civile, entre hégémonie et coercition. Selon Anderson en effet, les Cahiers de prison comportent trois modèles:

1) un modèle où l'hégémonie prédomine sur la coercition et dont le mérite est de souligner le fossé historique entre l'Est et l'Ouest en Europe. Selon lui ce modèle n'est pas viable, puisqu'au contraire "L'existence de l'Etat parlementaire [composante juridico-politique] constitue (donc) le cadre formel de tous les autres mécanismes idéologiques de la classe dirigeante."¹³⁰

2) un modèle dessinant un équilibre entre Etat et société civile, modèle où l'hégémonie se distribue entre les deux et est redéfinie comme combinant coercition et consentement. Anderson interprète ce modèle comme signifiant que l'hégémonie définie comme "coercition + consentement" est présente dans la société civile tout comme dans l'Etat, ce qui implique à son avis que Gramsci comprend mal le fait que la violence appartient à l'Etat seul.¹³¹

3) un modèle où l'Etat comprend société politique et société civile, modèle où selon Anderson le concept de

129. On retrouve la même remarque, mais moins élaborée, dans J.P. Hawley, op. cit., p. 591.

130. P. Anderson, op. cit., p. 47.

131. Ibid., pp. 53-55.

société civile disparaît comme entité distincte.¹³²

Anderson semble cependant errer en s'attardant sur des passages particuliers, négligeant ainsi l'ensemble du modèle gramscien de l'Etat. En ce qui concerne l'hégémonie, nous avons déjà expliqué au chapitre I qu'il faut effectivement la définir comme direction + domination (ou coercition + consentement). Société politique et société civile se trouvent par ailleurs liées organiquement dans l'Etat intégral. Ce qui ne signifie pas que Gramsci estime mal le monopole de la violence exercé par l'Etat; au contraire, pour lui l'hégémonie d'une classe, pour être complète, doit inclure le pouvoir étatique qui seul permet de dominer et d'écraser les ennemis.¹³³ Loin de négliger le monopole de la violence exercé par l'Etat, il s'agit au contraire pour Gramsci de concevoir comment s'établit l'hégémonie à la fois par la coercition et par le biais des organisations "prétendument privées". Les rapports entre Etat et société civile, entre hégémonie et coercition, chez Gramsci, ne sont clairs que considérés dans le modèle en son entier.

132. Ibid., p. 58.

133. N'oublions pas le manque de clarté de Gramsci sur la place de la violence dans la société civile. Cependant, je ne crois pas qu'il néglige le fait que la violence exercée par le pouvoir l'est principalement au travers de l'Etat.

CHAPITRE III: HEGEMONIE ET DEPERISSEMENT DE L'ETAT

Si l'introduction du concept d'hégémonie entraîne un élargissement du concept d'Etat au sens où l'Etat se définit alors comme "société politique + société civile" (ou "hégémonie cuirassée de coercition"), l'hégémonie est aussi sensée permettre de définir le dépérissement de l'Etat. Pour Gramsci, l'hégémonie représente en effet le moyen de parvenir à une société sans classes ("société réglée"). Il écrit, à propos de la conception de l'Etat intégral:

Four une doctrine de l'Etat qui entend concevoir ce dernier comme susceptible tendanciellement de dépérir et de se résoudre dans la société "réglée", c'est une question fondamentale. On peut imaginer l'élément Etat-coercition comme s'épuisant au fur et à mesure que s'affirment les éléments toujours plus importants de société "réglée" (soit Etat éthique, soit société civile).¹³⁴

On sait que le marxisme accorde une place essentielle à la question du dépérissement de l'Etat: l'Etat étant lié à la présence de classes sociales antagonistes, la prise du pouvoir par le prolétariat et la disparition conséquente des classes antagonistes doivent amener l'extinction de l'Etat. Comme marxiste, Gramsci ne pouvait éviter d'examiner cette question.

Cependant, le marxisme échoue à définir le

134. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, pp. 577-578. Voir aussi C. Buci-Glucksmann, Gramsci et l'Etat, p. 325; G. Vacca, op. cit., p. 54.

dépérissement de l'Etat, échec attribuable non seulement à la pratique socialiste mais aussi à la théorie elle-même. Or, Gramsci n'échappe pas à ce défaut de la théorie marxiste qui réintroduit l'Etat (ou du moins son principe) en cherchant justement à en définir la fin. Il reste dans le cadre de la "critique étatique de l'Etat", non seulement en ce qui concerne les termes marxistes généraux du dépérissement de l'Etat mais aussi (et plus spécifiquement) par le fait de poser l'hégémonie comme moyen d'arriver à une société "réglée". En effet, la définition même de l'hégémonie (comme direction plus domination) et les implications de cette définition ont pour résultat que l'hégémonie comme moyen de parvenir au dépérissement de l'Etat se révèle fondamentalement défectueuse.

Gramsci et le dépérissement de l'Etat

Gramsci conçoit le dépérissement de l'Etat comme absorption de la société politique par la société civile, c'est-à-dire comme disparition progressive des éléments coercitifs de l'Etat intégral au fur et à mesure de l'expansion des éléments éthiques (non-coercitifs).¹³⁵

135. L. Salamini, op. cit., p. 142; R. Bellamy, op. cit., p. 138; F. Houle, op. cit., p. 67; W.L. Adamson, op. cit., p. 165; M.-A. Macciocchi, op. cit., p. 196; C. Buci-Glucksmann, Gramsci et l'Etat, p. 331. Voir aussi note 139. Notons bien que ceci n'élimine nullement la nécessité de la Révolution, essentielle pour s'emparer du pouvoir gouvernemental ("guerre de mouvement" et "guerre de position" sont complémentaires).

Dans la doctrine de l'Etat-société réglée on devra, d'une phase où l'Etat sera égal au Gouvernement, et où l'Etat s'identifiera avec la société civile, passer à une phase d'Etat-veilleur de nuit, c'est-à-dire d'une organisation coercitive qui protégera le développement des éléments de la société réglée en continuels essor, et réduira donc graduellement ses interventions autoritaires et coercitives.¹³⁶

Ce phénomène implique, comme le souligne N. Bobbio, que l'hégémonie d'une classe sociale (le prolétariat) s'étende de façon si universelle que la coercition devienne superflue.¹³⁷ L'hégémonie doit ainsi servir à étendre le consentement à des couches de plus en plus larges de la population de façon à permettre la disparition de l'élément coercitif et l'extension de la société civile aux dépens de la société politique. Rappelons ici la différence qualitative entre l'hégémonie bourgeoise et l'hégémonie prolétarienne: cette différence semble devoir faciliter la disparition de la coercition, puisque le socialisme représente une nouvelle culture correspondant aux aspirations des masses. Gramsci peut ainsi supposer qu'une fois "découverte" cette correspondance, la coercition ne servira plus qu'à éliminer les véritables ennemis de la société prolétarienne.

De plus, la construction de l'hégémonie prolétarienne avant la conquête du pouvoir gouvernemental doit selon lui

136. A. Gramsci, Cahiers de prison, Cahier 6, 88 (p. 83 de l'édition Gallimard).

137. N. Bobbio, op. cit., p. 41.

réduire considérablement (sinon éliminer) les risques de relations dictatoriales entre l'Etat (le Parti) et les masses. C. Buci-Glucksmann peut ainsi écrire que l'Etat élargi permet de reformuler la problématique de la transition (au communisme) puisqu'il permet de distinguer deux types de transition et d'élargissement de l'Etat, soit:

1) un élargissement (et une transition) fondé sur la démocratie à la base et l'extension de l'hégémonie (cas où l'hégémonie prévaut sur la domination, où il y a socialisation du politique et où la transition se caractérise par une lutte hégémonique);

2) (à l'opposé) une "révolution passive", qui aboutit à une dictature sans hégémonie.¹³⁸

La bourgeoisie peut se servir de la révolution passive (ce qu'elle fait, selon l'analyse de Gramsci, dans la période du Risorgimento, c'est-à-dire de l'unification nationale italienne entre 1850 et 1971), mais de son côté le prolétariat doit réaliser le premier type de transition si la révolution socialiste doit véritablement réussir et si on veut parvenir à la société réglée. La dictature est bien sûr nécessaire (on se rappellera que l'hégémonie n'exclut pas le concept de dictature du prolétariat mais l'enrichit), mais une dictature sans hégémonie ne peut

138. C. Buci-Glucksmann, "State, Transition and Passive Revolution", pp. 218-219.

signifier que l'échec de la transition au socialisme.

On peut définir deux phases de disparition de l'Etat (la seconde dépendant de la première):

1) il faut produire l'unification (sociale) par le nouveau système hégémonique grâce au Parti et à l'Etat, et ce avant et après la conquête du pouvoir;

2) l'Etat transitoire doit laisser la place à une société réglée, c'est-à-dire "...a civil society where individuals are capable of self-government."¹³⁹

Cette définition de la société réglée comme société civile où les individus sont capables de s'auto-gouverner est importante. On peut en effet se demander si l'extinction de l'Etat passe nécessairement par l'intériorisation des contraintes, comme cela semble être le cas chez Gramsci. Hawley remarque: "Under conditions of self-discipline the state will wither away. The state standing above society thus becomes transformed into the state within each individual... the state withers away in proportion to the growth of the internal state."¹⁴⁰

La liberté se définit donc ici comme intériorisation de la nécessité et seule cette intériorisation semble

139. L. Salamini, op. cit., pp. 141-142. Voir aussi C. Buci-Glucksmann, "State, Transition and Passive Revolution", p. 225: "...the withering away of the state (that characterises communism) presupposes the self-regulation and expansion of civil society to the detriment of political society." (C'est moi qui souligne.)

140. J.F. Hawley, op. cit., p. 595. Notons qu'on retrouve la même idée dans V.I. Lénine, op. cit., p. 169.

permettre le dépérissement de l'Etat. Cependant, malgré la validité de cette remarque, à mon avis il y a plus que cela chez Gramsci. Bien sûr il doit pour lui y avoir une certaine intériorisation de la contrainte. Mais il s'agit encore plus d'une diminution considérable de celle-ci puisque le socialisme représente aux yeux de Gramsci un stade plus élevé de civilisation et la réponse aux aspirations humaines.

La thèse marxiste du dépérissement de l'Etat

On aura remarqué que Gramsci conçoit le dépérissement de l'Etat différemment du marxisme antérieur, pour qui ce phénomène dépend directement de la suppression des classes et de leur antagonisme. Il faut cependant préciser cette affirmation:

1) l'extinction de l'Etat n'implique ni pour Marx, ni pour Lénine (pas plus que pour Gramsci) la disparition de toute superstructure, c'est-à-dire de toute fonction de gestion, de coordination, etc...

2) Marx présente une conception plus nuancée de l'Etat que Lénine.

De façon générale, la thèse marxiste du dépérissement de l'Etat comprend deux éléments principaux: d'abord, la transformation des fonctions politiques en fonctions administratives (de prélèvement et de répartition du

produit social)¹⁴¹, transformation enlevant à l'Etat son caractère contraignant¹⁴²; ensuite, la subordination de l'Etat à la société civile¹⁴³. Le dépérissement de l'Etat consiste donc chez Marx dans le fait qu'une fois disparus les antagonismes de classe, le pouvoir public perd son caractère politique (d'oppression d'une classe par une autre)¹⁴⁴ et ce qui reste de fonctions publiques se retrouve soumis à la société. On ne parle alors plus d'Etat.

Apport de Gramsci à la thèse du dépérissement de l'Etat

Gramsci par contre pose plutôt le problème du dépérissement de l'Etat en termes d'élargissement de la société civile jusqu'à son universalisation.¹⁴⁵ Cette différence repose sur la conception de l'Etat élargi, conception qui dépasse la doctrine de l'Etat-force et donne un rôle essentiel à l'hégémonie: pour Gramsci, il s'agit moins de mettre fin à l'oppression de la majorité par la minorité en établissant la situation inverse (ainsi que le pose Lénine dans L'Etat et la révolution) que de concevoir

141. H. Lefebvre, op. cit., vol. 2, p. 235; V.I. Lénine, op. cit., p. 127.

142. Marx définit en effet le pouvoir politique comme "...le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre." Karl Marx et Friedrich Engels, Manifeste du Parti communiste, dans Oeuvres choisies, tome 1, Editions du Progrès, Moscou, 1974, p. 131.

143. Voir par exemple H. Lefebvre, op. cit., vol. 2, p. 289.

144. K. Marx et F. Engels, Manifeste du Parti communiste, p. 131.

145. N. Bobbio, op. cit., p. 41.

l'extension progressive de l'hégémonie prolétarienne, hégémonie qui comporte bien sûr un aspect coercitif mais aussi un aspect consensuel et culturel important. La disparition de l'aspect coercitif est liée à l'expansion progressive du consentement et de la nouvelle culture.

D'autre part, il ne s'agit pas chez Gramsci d'imposer purement et simplement à la masse la dictature de l'avant-garde du prolétariat mais bien de lui faire découvrir, par une réforme intellectuelle et morale, le socialisme comme nouvelle culture, stade plus élevé de civilisation, qui reflète ses propres aspirations. La révolution comporte donc chez Gramsci un aspect culturel absent chez ses prédécesseurs. Il ne s'agit pas simplement d'un changement de mode de production (alors que certains textes de Marx insistent sur cet aspect): le prolétariat doit non seulement socialiser les moyens de production mais aussi (et surtout, pourrait-on dire) "...créer un système hégémonique qui recouvre l'ensemble des groupes sociaux."¹⁴⁶

Il faut noter ici une différence importante. Si chez Marx l'Etat ne se définit pas uniquement par la coercition ou l'oppression (ce qui tend à être le cas chez Lénine), le politique se définit ainsi (c'est-à-dire comme oppression). Chez Gramsci par contre, on peut distinguer politique et oppression, ce qui est important pour la signification du

146. F. Houle, op. cit., p. 68.

politique. L'Etat ne se réduit pas (comme dans L'Etat et la révolution par exemple) à la coercition et avec le concept d'hégémonie le politique s'étend à l'ensemble des relations sociales. Si cela sert à mieux conceptualiser les structures du pouvoir (étatique en particulier), cela peut aussi aider à concevoir un politique distinct de l'étatique.

En effet, alors qu'on peut espérer au moins diminuer le rôle de l'Etat et le soumettre à la société civile, on ne peut ni lui assimiler le politique ni se défaire de ce dernier, puisque les "citoyens" devront toujours s'occuper des "affaires de la cité" (ou déléguer ce pouvoir). Ainsi que l'écrit J.-M. Vincent, il faut donc recréer le politique "...en cassant ses relations étroites à l'étatique."¹⁴⁷ Déterminer comment dépasse de loin le cadre de ce travail. Il suffit ici d'en relever la nécessité.

Adamson commente ainsi le dépérissement de l'Etat chez Gramsci: "Far from 'withering', the state's role was increasing, even if it was also changing in character. The only part of it that might still wither under proletarian rule would be its 'coercive element'. "¹⁴⁸ D'après lui, cette conception du dépérissement de l'Etat est beaucoup plus réaliste: "By including both civil and political society as subordinate moments of the state, he [Gramsci]

147. J.-M. Vincent, op. cit., p. 16.

148. W.L. Adamson, op. cit., p. 167. Voir aussi F. Houle, op. cit., p. 70.

could recognize that the state would remain necessary as a coordinating mechanism even if its coercive elements were to be displaced."¹⁴⁹

Il faut faire ici trois remarques. Premièrement, Adamson semble mésestimer la conception marxiste antérieure à Gramsci en sous-entendant qu'elle conçoit l'exclusion de tout mécanisme de régulation et de contrôle. Il suffit de consulter par exemple L'Etat et la révolution pour constater que ce n'est pas le cas: Lénine y dit on ne peut plus explicitement que la subordination et le contrôle seront toujours nécessaires à moins que la nature des hommes ne change; par ailleurs, il ne dit pas que les fonctions publiques doivent disparaître mais bien qu'elles doivent perdre leur caractère politique pour se transformer en fonctions administratives.¹⁵⁰ Deuxièmement, s'il faut reconnaître que l'introduction du concept d'hégémonie semble permettre une conception plus complète du dépérissement de l'Etat, le problème devient aussi plus complexe parce qu'on a un Etat beaucoup plus étendu. Troisièmement, il faut souligner que c'est justement la disparition du moment coercitif qui pose problème et que la redéfinition du dépérissement de l'Etat grâce au concept d'hégémonie ne permet pas à Gramsci d'échapper à la "critique étatique de

149. W.L. Adamson, op. cit., p. 222.

150. V.I. Lénine, op. cit., pp. 111 et 127. A ce sujet on peut aussi consulter Karl Marx, La guerre civile en France, Editions Sociales, Paris, 1946.

l'Etat".

L'hégémonie comme moyen du dépérissement de l'Etat:
principales difficultés

Examinons maintenant la pertinence de poser l'hégémonie comme moyen d'arriver au dépérissement de l'Etat. Nous avons vu que l'hégémonie se définit comme "direction + domination" (c'est-à-dire direction sur l'ensemble de la société et domination des groupes ennemis) et se caractérise par l'obtention du consentement. Selon F. Houle et W.L. Adamson, Gramsci résout ainsi le problème du dépérissement de l'Etat puisqu'il s'agit de faire disparaître l'aspect coercitif et non l'ensemble des superstructures; ce qui lui permettrait d'échapper à la "critique étatique de l'Etat".¹⁵¹ Or, la disparition de la coercition pose un double problème: 1) la définition de l'hégémonie fait obstacle à cette disparition; 2) l'hégémonie ne peut pas s'appliquer à une société sans classes. Examinons successivement chaque aspect du problème.

Premièrement, la définition même de l'hégémonie représente un obstacle à la conception de celle-ci comme moyen de concevoir le dépérissement de l'Etat (puisque cette définition inclut la coercition), et ce même si

151. Voir par exemple F. Houle, op. cit., p. 70; W.L. Adamson, op. cit., p. 167.

l'hégémonie prolétarienne est par nature différente de l'hégémonie bourgeoise. Si l'utilisation du concept par Gramsci revêt une connotation différente selon qu'il s'agit de l'hégémonie bourgeoise ou de l'hégémonie prolétarienne, la définition de l'hégémonie demeure fondamentalement la même quelle que soit l'utilisation du concept. Autrement dit, si l'hégémonie prolétarienne a un côté "moral" que ne possède pas l'hégémonie bourgeoise, elle n'en exclut pas pour autant l'élément de coercition. La définition de l'hégémonie remet donc en cause la disparition de l'Etat comme appareil coercitif, puisque loin d'entraîner cette disparition, elle suppose au contraire l'utilisation de l'Etat-coercition pour dominer les groupes sociaux ennemis.

Gramsci retombe dans le défaut de l'ensemble de la pensée socialiste, pensée qui est amenée "...à poser l'Etat comme source et instrument du dépassement et de la suppression..." des contradictions économiques conditionnant la pratique de l'égalité et de la liberté.¹⁵² Bien que Gramsci s'intéresse non seulement aux contradictions économiques mais à l'ensemble des relations sociales et plus particulièrement à l'aspect culturel de ces relations, il n'en pose pas moins l'Etat comme instrument du changement. La conception gramscienne de

152. A. Vachet, "La théorie socialiste et la critique étatique de l'Etat", p. 227. Ce qui a pour résultat un autoritarisme profond (Idem.).

l'Etat-éducateur, qui étend considérablement le pouvoir étatique, augmente les difficultés. On se rappelle que l'Etat doit élever la masse à un certain niveau culturel et moral, et ainsi adapter la société civile à l'infrastructure. Il faut ainsi souligner que pour Gramsci l'Etat peut devoir préparer au socialisme; "...dictatorship, in certain historical circumstances (such as Russia in 1917), may be the only means to create hegemony, and (that), paradoxically, it may take an exceptionally strong state to abolish the state."¹⁵³

Vouloir se servir de l'Etat pour faire disparaître l'Etat et de la dictature du prolétariat pour faire disparaître les classes sociales soumet donc Gramsci à la même critique qu'on peut adresser à Marx à ce sujet.¹⁵⁴ D'une part, la classe pouvant se révéler autonome par rapport à la réalité objective des rapports économiques (ce que Gramsci lui-même souligne), le prolétariat ne porte pas nécessairement en lui la suppression des classes sociales.¹⁵⁵ Rien ne garantit que l'hégémonie prolétarienne se révélera finalement différente de l'hégémonie bourgeoise, ni que la dictature du prolétariat échappera à la tentation de la "révolution passive", de la dictature sans hégémonie (même si les intentions de Gramsci vont en sens contraire et

153. T. R. Bates, op. cit., p. 359.

154. Sur cette critique à propos de Marx, voir A. Vachet, "La théorie socialiste et la critique étatique de l'Etat", pp. 224, 225 et 227 en particulier.

155. Ibid., p. 223.

que le socialisme est sensé répondre aux aspirations populaires). D'autre part, on ne peut pas légitimement poser que l'Etat se sabordera lui-même. Si le problème de l'Etat concerne aussi l'Etat libéral, il est d'autant plus aigu dans le marxisme que celui-ci pose clairement le Parti comme groupe d'exercice du pouvoir. Au problème de l'auto-reconduction des structures institutionnelles s'ajoute donc celui du pouvoir d'un groupe spécifique dont on peut se demander quel avantage il aura à céder son pouvoir politique. Nous reviendrons un peu plus loin sur le problème du Parti.

L'Etat consolidé se trouve donc aussi chez Gramsci, car "la version affinée de la "dictature du prolétariat" n'exclut pas l'affermissement du moyen de cette dictature, l'Etat géré par le Parti. Ce dernier ne devient-il pas hégémonique au nom de la classe qu'il représente?"¹⁵⁶ Ici il faudrait peut-être poser, à la suite de J.-C. Girardin (mais en termes moins sartriens), la question des médiations, c'est-à-dire des instances pratiques (parti, syndicats, bureaucratie, etc...) "...qui traduisent une institutionnalisation de la praxis, lui conférant un dehors instrumental", et par lesquelles les projets humains sont aliénés pour revenir à leurs auteurs comme anti-praxis.¹⁵⁷ Pour Girardin l'Etat se révèle le lieu privilégié d'un tel

156. Ibid., vol. 2, p. 383.

157. J.-C. Girardin, op. cit., p. 668.

retournement: "...l'Etat est le lieu d'un retournement par lequel la multiplicité des praxis qui tissent la société reviennent à elles-mêmes métamorphosées en lois, intérêts généraux, etc., qui s'imposent de l'extérieur aux hommes..."¹⁵⁸ L'Etat se présente donc comme système médiateur de la société, ce qui implique que le dépérissement de l'Etat suppose d'abord une réappropriation de la vie sociale.¹⁵⁹ Le premier aspect du problème posé par la définition de l'hégémonie comme moyen d'arriver à la société réglée se trouve ainsi lié à la négligence, par le marxisme, du côté institutionnel du pouvoir étatique.

Le deuxième aspect du problème de la disparition de la coercition c'est que l'hégémonie ne peut s'appliquer qu'à une société de classes. Conséquemment, elle doit nécessairement produire sa forme politique¹⁶⁰ et ne peut pas se limiter à la société civile. Tant qu'il y aura des classes antagonistes, celle qui voudra imposer son hégémonie se verra obligée de conquérir le pouvoir politique. On retombe dès lors dans les difficultés soulevées précédemment, soit l'impossibilité de se débarrasser de l'aspect coercitif. Rappelons aussi que l'hégémonie se fonde toujours sur la fonction économique décisive d'un groupe social; supposer la disparition de

158. *Idem.*

159. *Ibid.*, pp. 681-682.

160. A. Vachet, "La théorie socialiste et la critique étatique de l'Etat", p. 219.

l'hégémonie (puisque dans la société sans classes ce concept n'a plus sa place) implique de postuler, outre une société tout à fait unifiée, une économie où aucun groupe spécifique n'occupe une fonction économique susceptible d'en faire un groupe hégémonique (à moins que cette fonction décisive n'ait aucune répercussion politique) ou encore où tous sont considérés comme occupant des fonctions décisives.

Ici se dresse le rêve communiste d'une société unifiée formant une totalité au sens organique du terme. Ce rêve d'une part empêche de considérer lucidement le futur social, et d'autre part est une composante importante du problème de l'Etat puisque celui-ci est posé comme agent de l'unification sociale. Marcel Gauchet souligne que "l'Etat communiste totalitaire" repose sur le postulat de Marx de la possibilité d'une société sans divisions; or, "à la société qui se veut unifiée, il faut un agent d'unification complètement détaché du reste de la société pour être en mesure d'accomplir sa tâche. Elle ne peut se donner les moyens de sa visée qu'en allant à l'inverse de ce qu'elle vise."¹⁶¹ Lénine semble ici plus réaliste que Gramsci, en un certain sens, puisqu'il ne croit pas qu'on puisse changer la nature humaine. Pour le penseur italien, l'avènement du socialisme et de la société réglée repose implicitement sur la transformation de l'homme. Il faut

161. M. Gauchet, op. cit., p. 14.

cependant se demander si la réalisation du socialisme ne dépend pas en effet d'une telle transformation. N'oublions pas non plus que ce postulat de Gramsci présente énormément d'intérêt puisqu'il le pousse à examiner la question de la culture, question négligée par ses prédécesseurs marxistes.

On voit donc que pour poser l'hégémonie comme moyen d'arriver à une société réglée, il faudrait d'abord non seulement postuler cette société mais se baser sur elle. En effet, le raisonnement finit par tourner en rond, car tant qu'on aura une société de classes on aura une hégémonie qui devra nécessairement prendre une forme politique (donc inclure la coercition); le problème de la cession du pouvoir tant par le Parti que par l'Etat demeure alors irrésolu. Comme le souligne H. Lefebvre, l'hégémonie n'est jamais définitivement acquise et "le pouvoir (politique) implique la lutte perpétuelle pour le pouvoir."¹⁶²

Ainsi, Gramsci semble d'abord échapper à la "critique étatique de l'Etat" en insistant: 1) sur la disparition de l'aspect coercitif au lieu de parler de disparition de l'Etat lui-même (ce qui repose sur sa conception de l'Etat élargi); 2) sur l'expansion du consentement. Il retombe cependant dans cette faiblesse théorique du marxisme en posant l'hégémonie comme moyen d'arriver à une société sans classes. L'hégémonie implique en effet l'exercice et la

162. H. Lefebvre, op. cit., vol. 2, pp. 52-53.

reproduction du pouvoir étatique au sens large ("hégémonie cuirassée de coercition") et non sa disparition. Cette disparition nécessiterait la présence incontestée d'une culture unique (et prolétarienne), c'est-à-dire une société parfaitement uniforme.

En présentant les difficultés relatives à la notion d'hégémonie comme moyen du dépérissement de l'Etat, nous avons pu remarquer qu'elles étaient généralement liées à des difficultés caractéristiques de l'ensemble du marxisme. Nous avons insisté particulièrement sur celle qui consiste à poser l'Etat comme instrument de sa propre suppression.

Le problème du Parti

On peut soulever une dernière difficulté importante, soit celle posée par l'existence du Parti révolutionnaire. Celui-ci représente en effet un problème, ce dans deux sens: 1) il exerce (ou devra exercer) le pouvoir; 2) il tend à reproduire la division dirigeants/dirigés et à unifier en lui-même savoir et pouvoir (le pouvoir tendant à s'approprier le savoir). La pensée de Gramsci comporte une tension importante en ce qui concerne le Parti: s'il se montre fort conscient du problème et tente d'y remédier en s'éloignant théoriquement de la conception du Parti comme avant-garde, il n'en demeure pas moins que son analyse "...does not specify why a party leadership would or would not cement its own power rather than cede it to soviet-like

organizations. Nor does it specify why hierarchical forces would or would not be reproduced within the Party."¹⁶³ Gramsci, en posant le Parti comme futur détenteur du pouvoir étatique, rejoint la difficulté soulevée par Lefebvre à propos de Lénine, soit la contradiction entre le postulat d'un Etat déperissant et un Parti révolutionnaire voué à devenir institution, parti duquel on peut affirmer que "...conçu comme supérieur à la classe révolutionnaire... il ne peut éviter de rejoindre savoir et pouvoir."¹⁶⁴ Le déperissement de l'Etat suppose dès lors l'auto-destruction du Parti politique, ce qui est quasi-inconcevable car "Comment un vaste organisme socio-politique, devenu institutionnel, se ferait-il hara-kiri?"¹⁶⁵

Il faut conclure ici que si le concept gramscien d'hégémonie rend possible une meilleure analyse des structures de pouvoir, il ne permet pas de concevoir le déperissement de l'Etat. Gramsci constate et théorise

163. Mark E. Kann, "Antonio Gramsci and Modern Marxism", Studies in Comparative Communism, vol. XIII, nos 2-3, été-automne 1980, p. 255.

164. H. Lefebvre, op. cit., vol. 2, p. 350. Lefebvre souligne également le danger de concevoir le Parti comme le Prince moderne: "Cette réhabilitation politique d'une inquiétante figure ne va pas sans risques; le Prince se permettra d'annexer la science et les savants. Il estimera que le savoir relève de l'autorité politique, puisqu'il a un emploi politique. Gramsci n'a pas vu le danger." Ibid., vol. 2, p. 379.

165. Ibid., vol. 2, p. 351. Sur les problèmes découlant de la nature et du rôle du Parti dans l'action révolutionnaire, on peut aussi consulter A. Vachet, "La théorie socialiste et la critique étatique de l'Etat", pp. 220-225.

l'existence d'un pouvoir étatique beaucoup plus étendu que dans la conception marxiste la plus répandue; il conçoit même comment lutter contre ce pouvoir sur le terrain de la société civile (par la construction d'une contre-hégémonie, d'une culture contestataire). Cependant, parce qu'il s'attaque principalement au problème de l'opposition prolétarienne au pouvoir bourgeois et non pas au problème du pouvoir étatique lui-même, il doit postuler l'exercice de ce pouvoir par le prolétariat pour écraser la bourgeoisie et adapter la société civile aux conditions économiques. Gramsci ne peut, à la suite de Marx, que poser la nécessité de l'Etat, nécessité qui se révèle indépassable étant donnés les termes dans lesquels le problème est vu et les moyens soutenus pour le résoudre. Comme le souligne Buci-Glucksmann, si Gramsci explore les conditions d'une révolution anti-passive, il ne la résout pas en ce qui concerne l'Etat.¹⁶⁶ L'Etat élargi demeure un élargissement du pouvoir d'Etat¹⁶⁷, sans résolution des possibilités de sa disparition au profit d'une société réglée.

Le dépérissement de l'Etat doit donc être conçu autrement, peut-être par réappropriation et redéfinition du politique. Celui-ci a en effet été "extrait" du social et

166. C. Buci-Glucksmann, "State, Transition and Passive Revolution", pp. 232-233.

167. C. Buci-Glucksmann, "Eurocommunisme et problèmes de l'Etat", p. 143.

attribué (limité) au seul Etat, ce qui tend à produire une identification (malheureuse) entre le politique et l'étatique. Il ne peut s'agir de retourner à la cité athénienne, exempte d'Etat dans la mesure où elle était exempte de l'aspect institutionnel du pouvoir politique¹⁶⁸, ainsi que le voudrait par exemple H. Arendt. Prôner un meilleur contrôle par les citoyens ne suffit pas non plus. S'avère en fait nécessaire un changement social global dont fait partie la problématique de l'Etat. Nous allons voir au chapitre suivant que malgré les failles mentionnées, certains points de la pensée de Gramsci présentent tout de même des ouvertures intéressantes concernant la nécessité et les modalités d'un changement social, ce dans le cadre du concept d'hégémonie.

168. A. Vachet, "L'Etat contre le politique", pp. 2-3.

CHAPITRE IV: HEGEMONIE ET ETAT AUJOURD'HUI

La problématique de Gramsci demeure aujourd'hui d'actualité. D'une part parce qu'elle permet d'analyser le pouvoir de l'Etat dans les sociétés industrielles avancées (hégémonie étatique). D'autre part parce que l'hégémonie représente pour Gramsci tout un processus de civilisation: le socialisme se pose comme nouvelle culture et transformation de l'homme, et implique une redéfinition des liens entre savoir et pouvoir (dans le but d'échapper à l'élitisme politique). L'hégémonie au sens gramscien permet ainsi de concevoir une déspecialisation du politique (réappropriation du politique par le social) et une démocratisation sociale.

Le concept d'hégémonie n'a cependant pas arrêté son développement avec Gramsci. Depuis quelques années elle est redevenue d'actualité, en particulier avec la remise en question du modèle marxiste traditionnel (classe ouvrière comme sujet privilégié, révolution violente devant renverser la classe capitaliste et abolir la propriété privée des moyens de production, etc...). Dans ce contexte, on a noté un regain d'intérêt pour le concept d'hégémonie, "... for it has been hoped that such a concept... might offer some way of developing a new and coherent type of radical politics."¹⁶⁹

169. R. Bocoock, op. cit., p. 14.

L'examen de cette nouvelle actualité du concept d'hégémonie, spécialement dans le cadre des derniers débats sur le socialisme et la démocratie, permet facilement de se rendre compte non seulement des transformations et des réductions qu'on y impose, mais aussi de la valeur du concept proprement gramscien malgré les lacunes déjà mentionnées. L'hégémonie au sens gramscien permet en effet de concevoir des éléments d'une redéfinition des rapports sociaux. Nous examinerons en particulier deux points de la pensée de Gramsci se rattachant à l'hégémonie comme processus de civilisation et permettant de redéfinir les liens entre savoir et pouvoir: il s'agit de sa conception du Parti et de son concept de réforme intellectuelle et morale.

Les débats récents sur le socialisme et la démocratie

Si on examine les débats récents sur le socialisme et la démocratie, on s'aperçoit que les termes de la problématique de la transition au socialisme et de la construction du communisme ont changé (dans l'eurocommunisme par exemple). Notons d'abord les principaux éléments de cette transformation, avant d'examiner un exemple de réactualisation de la problématique de l'hégémonie à l'intérieur de ce cadre.

Premièrement, on tend à abandonner la conception de la classe ouvrière comme sujet universel et agent privilégié

du changement social. Si certains marxistes (comme par exemple G. Lukacs ou N. Geras) y restent attachés, d'autres l'ont depuis longtemps délaissée suite au constat de l'échec du prolétariat comme moteur du changement dans les sociétés industrialisées. C'est le cas de Marcuse par exemple. En particulier avec les "nouveaux mouvements sociaux", le débat se situe dans une vision pluraliste de la société. Non seulement les acteurs sont-ils nouveaux (femmes, pacifistes, écologistes, etc... au lieu de la classe ouvrière); en plus, les mouvements prétendent dépasser les limites d'une seule classe. Mais il faut noter:

1) qu'il s'agit souvent de luttes sectorielles peu accordées à la nécessité d'un changement global (alors que l'insistance sur un tel changement donnait un avantage théorique à la révolution prolétarienne et au concept gramscien d'hégémonie). Par exemple, les femmes réclament l'égalité des sexes mais y accèdent au prix de leur différence; elles ne remettent donc pas en cause le mode de fonctionnement du système social, le type de relations qui y prévaut.

2) qu'on néglige le fait que dans notre société persistent toujours des inégalités fondamentales, tant à l'intérieur des sociétés industrielles avancées qu'entre celles-ci et le Tiers-Monde. Bien sûr, les divisions sociales dans les sociétés industrielles avancées ne

semblent plus aussi tranchées qu'au temps de Marx, grâce à une meilleure répartition des richesses (voir par exemple l'élargissement de la classe moyenne). Cependant, il ne suffit pas de considérer uniquement cette amélioration: il faut examiner si cette distribution élargie a entraîné un meilleur accès au pouvoir et aux décisions; ce qui ne paraît pas être le cas. Or, l'égalité ne peut pas se définir strictement en termes matériels. On semble donc négliger (ou mal formuler) la question de l'égalité. Notons aussi que le fait que les mouvements sociaux veuillent dépasser les limites de classe n'est pas sans poser des difficultés importantes, entre autre celle de fermer ainsi la porte à certaines revendications d'ordre économique.

Le deuxième point sur lequel les débats ont connus une modification considérable concerne la façon prônée pour transformer la société. Il ne s'agit plus de renverser l'ordre établi par une révolution violente, ni nécessairement d'écarter la propriété privée des moyens de production ou d'écraser les capitalistes bourgeois. On croit pouvoir compter sur une transformation progressive de l'ordre existant en s'y intégrant (paradoxalement) et en prônant des transformations partielles ou sectorielles qui évitent la remise en cause de l'ensemble du système. Le tout social se trouve rarement remis en question.

Il faut d'ailleurs se demander si ce n'est pas le meilleur exemple du succès de l'hégémonie (soit bourgeoise,

soit étatique). Gramsci faisait déjà aux socialistes de son époque le reproche suivant:

En participant à l'activité générale de la société humaine au sein de l'Etat, les socialistes ont oublié qu'ils devaient garder une position essentiellement critique, antithétique. Ils se sont laissés absorber par la réalité au lieu de la dominer.¹⁷⁰

L'aspect critique est en effet essentiel et doit partir d'un point de vue global, puisque s'il demeure partiel, il évite de remettre en cause le type même des relations sociales (donc le pouvoir et le politique).

Le troisième point qu'il me semble important de souligner et qui résulte (en partie au moins) des deux premiers, c'est en effet, dans beaucoup de cas, l'abandon du rôle critique face à l'Etat. En l'absence de sujet ou de moteur clairement désigné du changement, on peut au moins désigner le moyen de transformation privilégié par plusieurs auteurs: l'Etat. On retombe ainsi dans la conception (instrumentale) d'un Etat neutre. Or, même si on ne considère pas que l'Etat défend fondamentalement les intérêts de la bourgeoisie, il faut au moins reconnaître qu'il défend ses propres intérêts, soit sa pérennité (quand il ne s'agit pas de ses intérêts économiques).

Un exemple: E. Laclau et C. Mouffe

A titre d'illustration, on peut regarder la

170. A. Gramsci, "La conquête de l'Etat", L'Ordine Nuovo, 12 juillet 1919, dans Ecrits politiques I (1914-1920), p. 255.

réactualisation de la problématique de l'hégémonie par E. Laclau et C. Mouffe.¹⁷¹ Selon ces auteurs, il faut en effet noter: 1) la crise de la conception du socialisme basée sur le rôle central de la classe ouvrière et de la Révolution, et sur la conception d'une collectivité homogène; 2) la dissolution du postulat de la société "...as an intelligible structure that could be intellectually mastered on the basis of certain class positions and reconstituted, as a rational, transparent order, through a founding act of political character."¹⁷² Laclau et Mouffe abandonnent le rôle privilégié du prolétariat et la nécessité de la Révolution au profit d'une conception pluraliste. Ils veulent se servir du concept d'hégémonie pour penser dans leur spécificité les luttes sociales contemporaines et présenter le projet d'une démocratie radicale.¹⁷³

Il s'agit cependant d'un concept d'hégémonie complètement transformé, qui sert à désigner une pratique d'articulation des demandes multiples de plusieurs groupes sociaux. Selon eux, "The Gramscian theory of hegemony... accepts social complexity as the very condition of political struggle and... sets the basis for a democratic practice of politics, compatible with a plurality of

171. E. Laclau et C. Mouffe, op. cit..

172. Ibid., p. 2.

173. Ibid., pp. 3-4.

historical subjects."¹⁷⁴ A leur avis en effet, par le concept d'articulation Gramsci permet d'éviter une perspective "réductionniste" de classe.¹⁷⁵ Mais parce qu'il conserve le rôle du prolétariat comme classe fondamentale, il ne peut pas représenter une pratique démocratique de l'hégémonie: chez lui, "Class hegemony is not a wholly practical result of struggle, but has an ultimate ontological foundation."¹⁷⁶ Il faudrait de ce fait relever l'ambiguïté suivante chez Gramsci: d'une part, la centralité nécessaire de la classe ouvrière; d'autre part, le caractère contingent de cette centralité, puisqu'à leur avis l'articulation d'une pluralité de demandes transforme inévitablement l'identité de la classe ouvrière¹⁷⁷ (en la soumettant aux demandes d'autres groupes sociaux).

Laclau et Mouffe reformulent donc la problématique de l'hégémonie de la façon suivante:

1) l'hégémonie se définit par l'articulation des demandes de plusieurs groupes sociaux (au lieu de l'expansion des demandes et valeurs prolétariennes);

2) le sujet articulateur n'est pas fixé et le rôle

174. Ibid., p. 71. On note la même chose dans d'autres textes de C. Mouffe. Dans "Hegemony and Ideology in Gramsci", elle affirme par exemple que "... a class is hegemonic when it has managed to articulate to its discourse the overwhelming majority of ideological elements characteristic of a given social formation..." (p. 195). Ce qui est à mon avis une très mauvaise définition de l'hégémonie. Voir aussi C. Mouffe, "Gramsci Today".

175. E. Laclau et C. Mouffe, op. cit., p. 68.

176. Ibid., p. 69.

177. Ibid., p. 70.

déterminant d'un groupe ne dépend pas de sa fonction économique;

3) Pour eux l'articulation se fait à travers la confrontation de forces antagonistes dont les frontières sont instables¹⁷⁸;

4) ils abandonnent le rôle privilégié de la classe ouvrière et la conception d'un seul centre hégémonique:

Laclau and Mouffe...maintain that it is necessary to break with the conception of society as having one hegemonic center, an idea which Gramsci had retain from classical Marxism. Their position maintains that the concept of society as constituting a totality which is linked together, "sutured", or stitched together, to form a unity of some kind, has to be abandoned.¹⁷⁹

Or, cette conception révèle des problèmes de deux ordres. D'une part, il s'agit à mon avis d'une mauvaise interprétation de Gramsci. L'hégémonie ne se réduit en effet pas chez lui à l'articulation d'une pluralité de demandes par la classe ouvrière, mais comprend l'expansion des demandes de la classe ouvrière elle-même aux groupes alliés et de la culture prolétarienne à l'ensemble de la société. Pour leur part, Laclau et Mouffe refusent au concept tout sens de direction intellectuelle et morale. L'hégémonie ne désigne plus le fait qu'un groupe social exerce une capacité de direction sur l'ensemble de la société (au sens où dans le cadre d'un changement social

178. Ibid., pp. 134-135.

179. R. Bocoock, op. cit., p. 106. Voir aussi E. Laclau et C. Mouffe, op. cit., p. 138.

global il étend ses valeurs, ses idées, sa culture à toute la société): le concept se limite à un processus de formulation de demandes de certains groupes sociaux dans un tout social par ailleurs inchangé. Le concept d'hégémonie ne peut donc plus aider à conceptualiser les relations de pouvoir, ni l'expansion d'une nouvelle culture globale. Il perd alors tout intérêt, d'autant plus que les auteurs ne reconnaissent pas la primauté de l'infrastructure¹⁸⁰ (ce qui rompt totalement avec la conception marxiste). Il y a en fait abandon de toute instance déterminante des relations sociales.

D'autre part, cette conception présente des problèmes plus généraux. Laclau et Mouffe prétendent par exemple que tout projet de démocratie radicale inclut une dimension socialiste, soit l'abolition des relations capitalistes de production.¹⁸¹ Cependant, cette affirmation n'a chez eux aucun fondement, puisque toute transformation sociale dépend selon eux des demandes des groupes hégémoniques. Or, il n'y a aucune nécessité que l'abolition des relations capitalistes de production soit présente dans ces demandes, d'autant plus que les groupes concernés n'ont pas de base économique fondamentale; ils peuvent donc regrouper des gens occupant des fonctions économiques diverses. Le mouvement des femmes par exemple peut attirer aussi bien

180. E. Laclau et C. Mouffe, op. cit., pp. 76-77.

181. Ibid., p. 192.

des "ouvrières" que des "capitalistes". D'où vient alors la nécessité d'abolir les relations capitalistes de production?

Ensuite, ces auteurs abandonnent tout "essentialisme", tant au sens de l'abandon d'un sujet privilégié que de l'absence de toute conception de la nature humaine. Or, comme l'écrit R. Bocoock, toute philosophie morale et politique exige une telle conception:

...any adequate moral and political philosophy, aiming to be hegemonic in the Gramscian sense, must be based upon some conception of human nature, or human needs, in the light of which some objectivity can be claimed for value judgements about specific sets of political and economic arrangements.¹⁸²

Une comparaison plus approfondie avec le concept gramscien d'hégémonie démontre en outre que contrairement à ce dernier, la conception qu'on trouve chez Laclau et Mouffe n'aide nullement l'analyse de l'Etat et la conceptualisation d'un changement global. Le concept gramscien d'hégémonie permet en effet d'analyser les structures de pouvoir dans une société, analyse qui permet de s'attaquer au problème de l'Etat. Il permet aussi de conceptualiser un changement social global (par l'idée du socialisme comme nouvelle culture). Mais tel que reformulé par Laclau et Mouffe, le concept perd toute utilité; il ne peut que désigner l'articulation d'une série de demandes dont le but demeure indéterminé. C'est le seul sens dans

182. R. Bocoock, op. cit., p. 116.

lequel il peut alors permettre de repenser la démocratie. Et c'est à mon avis bien peu. Laclau et Mouffe se base sur le pluralisme et la soi-disante "indétermination du social" (de Lefort) pour éviter d'avoir à confronter le problème d'une transformation radicale de la société (malgré le titre de leur livre). Or, c'est justement ce qui devrait être à l'ordre du jour pour des auteurs capables tout de même de constater les inégalités fondamentales de notre société.

On retrouve chez des auteurs comme Lefort et Gauchet une tendance similaire à négliger les exigences d'un changement global, et ce de deux points de vue. Premièrement, pour eux la démocratie se caractérise essentiellement par l'égalité et le conflit social, les deux se trouvant liés:

C'est nécessairement que l'égalité passe par la figure de l'opposition radicale: nul n'est éprouvé davantage pareil que celui qui pense de façon absolument antagoniste à la vôtre, et dont vous êtes, si obscurément que ce soit, contraint de reconnaître qu'il est fondé à penser comme il le fait, parce que par exemple ses intérêts l'y déterminent.¹⁸³

Or, si cette approche semble d'abord insister sur l'égalité, elle révèle en fait une négligence des inégalités sociales réelles. Poser que les hommes sont égaux parce que différents et que le conflit est agent

183. Marcel Gauchet, "Tocqueville, l'Amérique et nous", Libre, 7, 1980, pp. 112-113.

essentiel de la cohésion sociale¹⁸⁴ semble suffire pour éviter de remarquer par exemple que les inégalités économiques produisent en fait des inégalités politiques fondamentales.

Deuxièmement, la volonté de Lefort et Gauchet de départager clairement totalitarisme et démocratie les empêchent parfois de saisir à la fois certains défauts de la démocratie actuelle (celui mentionné plus haut par exemple) et certains problèmes communs à ces deux phénomènes politiques (dont l'Etat). Sans oublier que ces auteurs tendent fortement (M. Gauchet surtout) à assimiler marxisme et totalitarisme.

Le problème de l'Etat

Cette incapacité de s'attaquer à la nécessité d'un changement global est d'ailleurs flagrante en ce qui concerne l'Etat. Or, il faut attirer l'attention sur la faramineuse expansion de l'Etat moderne: "The State appears to hold the key to economic development, to social security, to individual liberty, and, through increasing weapons "sophistication", to life and death itself."¹⁸⁵ En ce qui concerne le pouvoir d'Etat, nous avons vu l'importance de l'apport de Gramsci par rapport au marxisme traditionnel mais aussi l'insuffisance de réfléchir sur ce

184. Voir par exemple M. Gauchet, "L'expérience totalitaire et la pensée de la politique", p. 24.

185. M. Carnoy, op. cit., p. 3.

pouvoir uniquement en termes de pouvoir de classe. Il faut en effet adopter une perspective plus large.

De ce point de vue, on peut dégager d'analyses récentes des indications fort valables concernant le problème de l'Etat. Trois ressortent plus particulièrement:

1) Le marxisme comporte des difficultés spécifiques en ce qui concerne l'Etat et le Parti, difficultés déjà traitées plus haut. Il faut leur rajouter le postulat déjà évoqué, et relevé par Gauchet, de la possibilité d'une société sans divisions.¹⁸⁶ Gauchet (à la suite d'Hannah Arendt) voit en effet le critère décisif du totalitarisme dans l'affirmation de l'unité sociale, par la suppression du principe d'existence des classes (et des autres divisions sociales) et l'affirmation de l'identité Etat/peuple.¹⁸⁷ Par opposition, il décrit la société démocratique comme acceptant la division sociale, division qui est selon lui originaire et constitutive de la société.¹⁸⁸ Le tout social prend son sens dans la Loi, que Gauchet (comme Lefort) nomme le "lieu vide du pouvoir", le totalitarisme ayant la prétention d'occuper ce lieu inoccupable.¹⁸⁹ On retrouve encore ici une volonté de départager clairement totalitarisme et démocratie. Or, cette volonté empêche de concevoir que ces deux phénomènes

186. M. Gauchet, "L'expérience totalitaire et la pensée de la politique", pp. 7-8.

187. Ibid., pp. 8-9.

188. Ibid., pp. 15 et 18.

189. Ibid., pp. 22-24.

politiques postulent l'Etat et évite de le remettre en question.

P. Manent est sur ce point d'un plus grand secours. Son raisonnement est le suivant. L'être politique de l'homme, dans nos sociétés, réside en deux pôles, soit la société et le lieu du pouvoir, pôles dont l'unité se conçoit par la notion de représentation.¹⁹⁰ D'autre part, la seule manière de séparer Etat et société est de considérer l'Etat comme l'instrument représentatif de la société.¹⁹¹ Donc, puisque tout pouvoir légitime est représentatif et que l'Etat est le lieu de la représentation, aucun pouvoir n'a le droit d'être exercé dans la société civile.¹⁹² L'homme se définissant comme un être qui a des droits, l'Etat représente ces droits. Ainsi:

...l'Etat purement instrumental est en fait bien supérieur en autorité, en légitimité, aux contenus de vie que dans la version officielle de l'institution il se borne modestement à garantir. Toutes les activités dans la société civile sont autorisées, mais les contenus de ces activités n'ont pas, en principe, d'autorité: ils ne sont qu'une application particulière, une spécification des Droits de l'homme et aucun pouvoir ne s'exerce légitimement en leur sein. La seule chose -tendanciellement- qui ait autorité dans cette société, c'est l'institution qui autorise toutes les activités, ou qui garantit que les droits inhérents à l'homme sont effectivement respectés: l'Etat.¹⁹³

Avec cette remarque, Manent fait ressortir un point négligé

190. P. Manent, "Le totalitarisme et le problème de la représentation politique", p. 205.

191. Ibid., p. 207.

192. Idem.

193. Ibid., p. 208.

par les analyses de Lefort et Gauchet et qui, comme le "mode de production étatique" de Lefebvre¹⁹⁴, permet d'analyser un problème commun à la démocratie et au totalitarisme. Il permet en effet de concevoir comment, tant dans celui-ci que dans celle-là, l'Etat se trouve séparé de la société civile et détient une autorité supérieure (le totalitarisme étant surtout rendu possible par l'indétermination de la notion de représentation, c'est-à-dire qui est représenté, comment, par qui, etc...¹⁹⁵). On peut donc ici voir la problématique de l'Etat d'un point de vue d'ensemble, ce qui fait l'avantage de cette analyse.¹⁹⁶

2) Se pose également la question (déjà mentionnée) du lien entre savoir et pouvoir. Ce problème intéresse à la fois le marxisme et le libéralisme, puisqu'il concerne l'Etat en général. Lefebvre souligne que l'Etat moderne apparaît dès son émergence comme dispensateur du savoir et du non-savoir, et qu'il institutionnalise le savoir; on se retrouve alors avec le problème de l'unité entre savoir et pouvoir.¹⁹⁷ Or, cette union représente, Gramsci l'avait

194. H. Lefebvre, op. cit., vol. 4, p. 22.

195. P. Manent, "Le totalitarisme et le problème de la représentation politique", p. 206.

196. Nous ne nous lançons pas ici dans une étude détaillée du point de vue de Manent, puisqu'il faudrait aussi dans ce cas souligner certaines faiblesses, notamment en ce qui concerne la question de l'interpénétration entre Etat et société civile (que la notion d'hégémonie permet de faire ressortir).

197. H. Lefebvre, op. cit., vol. 1, pp. 170-173.

compris, un obstacle insurmontable à la démocratisation sociale et une cause des relations "dictatoriales" entre dirigeants et dirigés. Sous prétexte qu'ils ne possèdent pas le savoir, les dirigés demeurent tenus à l'écart des processus de décision; la relation se voit alors reproduite indéfiniment grâce à cette justification.

3) Entre aussi en jeu une justification économique au rôle de l'Etat: on lui attribue la fonction de veiller au bon fonctionnement de l'économie, tant dans le libéralisme que dans le socialisme. Le libéralisme par exemple a vu le renversement historique de l'Etat minimal à cause: 1) des exigences du consensus nécessaire au maintien de l'ordre essentiel au bon fonctionnement économique; 2) de la mise en oeuvre des lois de fonctionnement de l'économie libérale.¹⁹⁸ Ainsi que l'explique H. Lefebvre, l'Etat justifie son rôle par la croissance économique. Selon lui, s'il y a eu croissance alors que pour Marx les rapports de production capitalistes assignaient aux forces productives des limites étroites, c'est parce que l'Etat a pris en charge la croissance sous le nom de "capitalisme d'Etat" et de "socialisme d'Etat". "Le capitalisme d'Etat et le socialisme d'Etat ne peuvent se concevoir que comme les deux espèces d'un genre à déterminer plus exactement, c'est-à-dire d'une société déterminée (gérée) par

198. A. Vachet, "L'Etat contre le politique", p. 12.

l'Etat."¹⁹⁹

Gramsci: l'hégémonie comme "processus de civilisation"

La problématique de l'Etat doit donc faire partie de toute réflexion visant un changement social global. Il s'agit de revaloriser l'autonomie individuelle et sociale aux dépens d'un Etat omniprésent. Cependant, beaucoup d'approches contemporaines (dont nous avons vu des exemples plus haut) négligent à la fois la problématique de l'Etat et la nécessité d'une transformation globale de la société.

Or, Gramsci peut à ce sujet présenter une utilité certaine. Son concept d'hégémonie permet en effet non seulement d'analyser les structures de pouvoir dans une société (dont l'Etat omniprésent) mais aussi de concevoir le socialisme comme nouvelle culture, donc de s'attaquer à la transformation de l'ensemble du système social. L'hégémonie se définit ici comme processus de civilisation²⁰⁰, au sens où il s'agit de la lutte pour une nouvelle culture commune.²⁰¹ Ainsi, "Socialism, for Gramsci, becomes an enterprise 'to raise the intellectual

199. H. Lefebvre, op. cit., vol. 1, p. 71. Voir aussi vol. 1, p. 130. Sur l'Etat et l'accumulation du capital, on peut aussi consulter J.-M. Vincent, op. cit., p. 132.

200. Voir par exemple, G.A. Williams, op. cit., p. 594.

201. Gramsci définit cette lutte pour une nouvelle culture comme la lutte "...pour une nouvelle vie morale, qui ne peut pas ne pas être intimement liée à une nouvelle intuition de la vie, jusqu'à ce qu'elle devienne une nouvelle façon de sentir et de voir la réalité..." (A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 641. Voir aussi p. 134).

tone and level of the masses... a complex civilizing mission', its final achievement the 'coronamento di un'opera di civiltà', of 'interior' as well as social significance."²⁰² Il s'agit entre autre de modifier les relations de pouvoir en redéfinissant les liens entre savoir et pouvoir, Gramsci relevant le fait que le pouvoir s'approprie la connaissance (les intellectuels). "It follows that only when knowledge is restored to the service of the collectivity can radical change occur."²⁰³ Il s'attaque à ce problème grâce à deux points particuliers de sa pensée, soit sa conception du Parti et son concept de "réforme intellectuelle et morale".

La conception gramscienne du Parti

Ainsi que l'écrit B. de Giovanni, les réflexions de Gramsci sur le Parti "...are moved by an attention which is very much determined by the necessity that the initiative of the party should really let the political productivity of the masses filter through its own work of direction."²⁰⁴ Gramsci présente ainsi une conception du Parti nettement distincte de la conception léniniste. La thèse fondamentale de Lénine en effet (thèse qu'on trouve par exemple dans Que faire?) c'est que le prolétariat ne peut pas arriver par lui-même à la conscience, que cette conscience "...doit lui

202. G.A. Williams, op. cit., p. 593.

203. L. Salamini, op. cit., p. 121.

204. Biagio de Giovanni, "Lenin and Gramsci: State, Politics and Party", dans C. Mouffe, op. cit., p. 277.

être apportée de l'extérieur par ceux qui participent à la culture et possèdent donc les instruments de la compréhension intellectuelle."²⁰⁵ Le rôle du Parti, pour Lénine, se définit justement par la nécessité d'apporter cette conscience au prolétariat à partir de l'extérieur.²⁰⁶ Pour Lénine, le Parti doit donc diriger les ouvriers plutôt que se baser sur eux.²⁰⁷

Le profond danger de cette doctrine repose dans sa tendance à justifier la reproduction illimitée de la division entre dirigeants et dirigés, ce qui empêche ces derniers d'avoir réellement accès au pouvoir et crée un monopole du pouvoir au profit des premiers.

Or, Gramsci s'éloigne de la doctrine léniniste du Parti. Pour lui, "the Party... is not a mechanism superimposed on the masses, as in Lenin, but the expression of popular feelings."²⁰⁸ Le Parti se définit comme l'instrument de l'activité des masses et leur est toujours

205. Vladimir Ilitch Lénine, Que faire?, Seuil, Paris, 1956, introduction de J.-J. Marie, p. 25.

206. Selon J.-J. Marie, "Le rôle de l'intelligentsia révolutionnaire comme facteur d'organisation et de conscience... est donc proportionnel au degré d'arriération relative d'un prolétariat légalement privé de toute forme d'organisation syndicale ou politique." (Introduction à Que faire?, p. 32). Il serait intéressant de comparer les prolétariats russe et italien de l'époque de Lénine et de Gramsci pour voir: 1) s'il y a des différences importantes sur le plan de la culture et de l'organisation (et si oui, lesquelles); 2) si cette différence peut avoir donné lieu à la divergence entre les deux hommes sur la conception du Parti.

207. M. Carnoy, op. cit., p. 61.

208. L. Salamini, op. cit., p. 66.

subordonné.²⁰⁹ La révolution doit se baser sur les demandes du prolétariat, celui-ci étant conçu comme capable de découvrir lui-même ses aspirations et de les articuler politiquement (c'est-à-dire comme capable d'arriver par lui-même à la conscience). Evidemment, le Parti a un rôle à jouer dans cette articulation de la conscience prolétarienne, même si celle-ci doit se créer grâce à une relation dialectique entre les masses (le sentiment) et le Parti (la connaissance).

Ici il faut revenir à la tension présente dans la pensée de Gramsci en ce qui concerne le rôle du Parti: celui-ci (en plus d'être posé comme le groupe d'exercice du pouvoir) conserve en effet un rôle minimal d'"initiateur" dans la transformation de la pensée et de la politique prolétariennes²¹⁰. Il doit donc en un certain sens "éclairer" les masses. Rien ne garantit alors formellement qu'il ne reproduira pas la division traditionnelle entre dirigeants et dirigés.²¹¹ Ainsi que le souligne bien J. Femia, si la théorie gramscienne du Parti n'est pas dictatoriale en principe, ses implications le sont, et la relation que Gramsci envisage entre la masse et le Parti se révèle finalement défectueuse: "...the distinction he made between a "real" conception of the world, discernible at

209. *Ibid.*, p. 67.

210. M.E. Kann, "Political Education and Equality. Gramsci against "False Consciousness" ", p. 440.

211. M.E. Kann, "Antonio Gramsci and Modern Marxism", p. 255.

first only to an enlightened elite, and the world-view verbally affirmed has authoritarian implications for practice."²¹²

L'élévation des milieux populaires semble en effet devoir se faire en deux stades:

-un premier stade où on a une élite ouvrière dotée d'une conscience actuelle, la masse se caractérisant par la discipline, la fidélité, l'adhésion, la collaboration.

-un deuxième stade où l'interaction entre l'élite et la masse n'est plus linéaire mais dialectique.²¹³

Or, rien n'assure le passage du premier au deuxième stade. Gramsci ne peut donc pas se détacher complètement du rôle assigné par Lénine au Parti.

Cependant, malgré cette ambiguïté, il apparaît clairement que pour Gramsci le Parti doit dépasser la division entre dirigeants et dirigés.²¹⁴ Il faut noter trois choses à ce sujet. Premièrement, la relation entre dirigeants et dirigés dépend de la relation entre les intellectuels et les masses.²¹⁵ Or, pour Gramsci, les intellectuels organiques de la classe ouvrière "...must express a new "mode of existence", a new democratic

212. Joseph V. Femia, "Hegemony and Consciousness in the Thought of Antonio Gramsci", Political Studies, vol. XXIII, no 1, mars 1975, p. 42.

213. J.-B. Fages, op. cit., pp. 133-134. Voir aussi A. Gramsci, Gramsci dans le texte, pp. 151-152.

214. Voir par exemple A. Gramsci, Textes, pp. 313-314.

215. A.S. Sassoon, "Gramsci: a New Concept of Politics and the Expansion of Democracy", p. 90.

relationship with the masses in which the division between mental and physical labour begins to be transformed."²¹⁶

D'autre part, Gramsci définit la discipline comme "...un rapport continu et permanent entre gouvernés et gouvernants, réalisant une volonté collective..."²¹⁷. Ce n'est pas une acceptation passive des ordres, leur exécution mécanique, mais bien "...une assimilation consciente et lucide de la directive à réaliser.", assimilation qui n'annihile ni la personnalité ni la liberté.²¹⁸ La discipline doit résulter d'un débat démocratique pour ne pas reproduire les divisions de la société bourgeoise: "A relationship of faith between rulers and ruled represents a delegation of power, from the ruled to the rulers, thus reproducing the liberal schema of, (1) the rulers as protectors of a pre-established order, and, (2) the ruled as separated from politics, enclosed within a private world."²¹⁹

Or, et c'est la troisième remarque à faire ici, Gramsci réussit justement à éviter l'élitisme politique et à formuler un concept d'éducation politique compatible avec l'égalité politique, en remplaçant le concept de "fausse conscience" par celui de conscience contradictoire (sens

216. Ibid., pp. 90-91.

217. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 589.

218. Ibid., pp. 589-590.

219. A.S. Sassoon, "Gramsci: a New Concept of Politics and the Expansion of Democracy", p. 91.

commun).²²⁰ La différence est la suivante. Pour les théoriciens politiques acceptant le concept de fausse conscience, la masse est incapable d'avoir une juste conscience des choses et il faut lui apporter cette conscience de l'extérieur. Par opposition, le concept de conscience contradictoire postule que la conscience populaire recèle des éléments de vérité même si elle est ambiguë et désorganisée; il faut stimuler ce qu'il y a de bon sens dans le sens commun et rendre ainsi la masse capable de structurer sa propre conception du monde. Gramsci se distingue ainsi de la majorité des théoriciens politiques:

Theorist after theorist in modern times—ideological differences notwithstanding—affirm political elitism today as a pedagogical device for achieving greater equality in the future. Not one of these theorists adequately explain why modern elites would cede their power in the future rather than fortify it; and history provides very few examples of elites ceding power. Consequently their justification for political elitism today serve implicitly as justification for political elitism tomorrow; the masses would always suffer some form of false consciousness and require more political education.²²¹

Malgré la tension que nous avons relevée auparavant dans sa pensée, il est clair que les intentions théoriques de Gramsci vont à l'encontre de tout élitisme, et que la reproduction de la division traditionnelle entre dirigeants

220. M.E. Kann, "Political Education and Equality. Gramsci against "False Consciousness" ", p. 417.

221. Ibid., p. 422.

et dirigés signifierait pour lui l'échec de la révolution prolétarienne et de la transition au communisme. Ainsi, parce qu'il renonce à la notion de "fausse conscience" (présente chez Marx comme chez Platon, Locke, Rousseau, Mill, Lénine, etc...), "Only Antonio Gramsci...tried to reconcile the possibility of a conscious political education with a political equality which neither subjected people to history nor to vanguardists."²²² Pour Gramsci, le sens commun des masses n'est ni vrai, ni faux: il se définit plutôt comme désorganisé et ambigu (ambiguïté qui reflète les ambiguïtés réelles de la vie quotidienne).²²³

Il faut cependant conclure que si pour Gramsci la reproduction de la division traditionnelle entre dirigeants et dirigés signifie l'échec de la Révolution, il est lui-même incapable de résoudre tout à fait ce problème. Ses intentions théoriques vont à l'encontre de tout élitisme politique mais il assigne au Parti un rôle ambigu, et cette ambiguïté le soumet finalement, en partie au moins, aux dangers de la conception léniniste.

La réforme intellectuelle et morale

Le concept de réforme intellectuelle et morale désigne le processus destiné d'une part à élever le sens commun des masses et d'autre part à socialiser le politique, c'est-à-dire à faire des masses les véritables acteurs et

222. Ibid., p. 427.

223. Ibid., pp. 430-432.

dirigeants politiques.²²⁴ C'est la remise en question de la scission entre la haute culture et la basse culture:

Les "simples" n'ont pas simplement à critiquer de l'extérieur leur sens commun, leur marxisme grossier, à s'appropriier une "science de la politique" faite par d'autres (l'élite dirigeante) et pour eux. Ils doivent en liaison avec les éléments issus de leur sein, devenir capables de développer cette science, se l'approprier, en tendant à devenir aussi son auteur, en l'élaborant eux-mêmes: puisque cette science est celle de leur propre initiative historique, et n'est vérifiée que s'ils la reconnaissent comme leur, en l'utilisant pour se constituer en capacité de direction éthico-politique.²²⁵

La réforme s'adresse donc tant au Parti et aux intellectuels qu'à la masse, puisqu'elle constitue une nouvelle façon de concevoir les rapports entre dirigeants et dirigés (masses et intellectuels).

La masse doit pour ce faire vivre une réforme de son sens commun afin d'en faire ressortir le noyau de bon sens qui s'y trouve. S'il faut sortir du sens commun, c'est parce que celui-ci se définit comme une "...conception du monde absorbée d'une manière acritique par les différents milieux sociaux et culturels dans lesquels se développe l'individualité morale de l'homme moyen.", "...conception

224. A. Tosel, op. cit., pp. 43-44, 46. Gramsci définit plus exactement cette réforme comme le "...développement futur de la volonté collective nationale-populaire vers l'accomplissement d'une forme supérieure et totale de civilisation moderne." (A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 428).

225. A. Tosel, op. cit., p. 44.

fragmentaire, incohérente, inconséquente..."²²⁶ Le bon sens se définit pour sa part comme "le noyau sain du sens commun", par lequel "...on surmonte des passions bestiales et élémentaires au profit d'une conception de la nécessité qui donne à sa propre action une direction consciente."²²⁷

Le marxisme a pour tâche d'aider la masse à sortir de son sens commun primitif. Gramsci écrit en effet:

...la philosophie de la praxis ne tend pas à maintenir les "simples" dans leur philosophie primitive du sens commun, mais au contraire à les amener à une conception supérieure de la vie. Si elle affirme l'exigence d'un contact entre les intellectuels et les simples, ce n'est pas pour limiter l'activité scientifique et pour maintenir une unité au bas niveau des masses, mais bien pour construire un bloc intellectuel-moral qui rende politiquement possible un progrès intellectuel de masse et pas seulement de quelques groupes restreints d'intellectuels.²²⁸

Cependant, la philosophie de la praxis ne doit pas apporter de l'extérieur aux masses une vision alternative: elle doit "...les mettre en mesure de former leur propre conception du monde social, de sa structure, de la place qui leur incombe, de la fonction qui leur est assignée."²²⁹

D'autre part, la réforme concerne aussi les intellectuels (et le Parti), qui doivent quitter leur

226. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, pp. 303-304. Autrement dit, le sens commun se définit comme "...conception populaire traditionnelle du monde, ce qu'on appelle, de façon plus terre-à-terre, "instinct", et qui n'est lui-même qu'une acquisition historique primitive et élémentaire." Ibid., p. 587.

227. Ibid., pp. 137-138.

228. Ibid., p. 146.

229. A. Tosel, op. cit., p. 40.

piédestal et apprendre à "sentir" comme le fait la masse. Gramsci constate en effet que "L'élément populaire "sent", mais ne comprend pas ou ne sait pas toujours; l'élément intellectuel "sait", mais ne comprend pas ou surtout ne "sent" pas toujours. (...) L'erreur de l'intellectuel consiste à croire qu'on peut savoir sans comprendre et surtout sans sentir et sans être passionné..."²³⁰

La réforme intellectuelle et morale exige donc le passage du sentir au comprendre (pour la masse) et du comprendre au sentir (pour l'intellectuel).²³¹ Il s'agit d'une réforme extrêmement complexe mais qui doit être effectuée pour que soit réalisée (et réussie) la transition au socialisme et, plus tard, au communisme. Elle est complexe puisqu'elle exige:

1) un travail énorme d'éducation des masses afin de libérer le bon sens des aspects primitifs du sens commun

2) une redéfinition complète du rôle du dirigeant et de l'intellectuel; celui-ci doit non seulement descendre de son piédestal mais être organiquement lié aux masses et éviter de reproduire les relations traditionnelles entre dirigeants et dirigés.

Par conséquent, la réforme intellectuelle et morale pose des problèmes importants. D'abord, la pensée de Gramsci comportant une tension sur le rôle du Parti, rien ne

230. A. Gramsci, Gramsci dans le texte, p. 301.

231. A. Tosel, op. cit., p. 45.

garantit la fin de la division traditionnelle entre dirigeants et dirigés. Ensuite, l'hégémonie prolétarienne, bien qu'elle symbolise cette nouvelle culture qu'est le socialisme et dans le cadre de laquelle on redéfinit le lien entre les masses et le politique, ne permet pas de parvenir au dépérissement de l'Etat. Finalement, Gramsci suppose que les masses découvriront que le socialisme correspond aux aspirations profondes de leur sens commun renouvelé. Si les masses se révélaient incapables de faire ce lien ou le refusaient, il faudrait alors sacrifier la démocratie au socialisme, retomber dans une dictature sans hégémonie et renoncer à l'hégémonie comme "processus de civilisation".

Même si plusieurs auteurs notent l'aspect culturel de la transition au socialisme chez Gramsci, l'analyse de cet aspect demeure passablement négligée (chez Laclau et Mouffe par exemple). Or, les développements sur la conception du Parti et le concept de réforme intellectuelle et morale ont démontré l'extrême importance de cet aspect. La culture fait partie intégrante des relations de pouvoir (ce que permet de conceptualiser la notion d'hégémonie) et concerne toute volonté de changement social global. Il ne s'agit pas de délaisser le passé et ses acquis, mais de le dépasser pour atteindre un niveau plus élevé de culture qui comprenne la redéfinition: 1) de la culture et de l'accès à

la culture; 2) des relations de pouvoir. Cette redéfinition doit se baser sur ce que Gramsci entend par culture:

Gramsci défend vigoureusement une culture comme 'savoir chaotique et encyclopédique', fausse culture propre à multiplier les déclassés. 'La culture est tout autre chose. Elle est organisation, discipline de son moi intérieur, possession de sa personnalité, conquête d'une conscience supérieure par quoi on parvient à comprendre sa propre valeur historique, sa propre fonction dans la vie, ses propres devoirs.' (...) Elle se fonde sur l'égalité essentielle des hommes entre eux...²³²

232. J.-B. Fages, op. cit., p. 134.

CONCLUSION

Antonio Gramsci représente un apport essentiel pour la pensée politique. D'une part, en ce qui concerne le marxisme, il revalorise le politique, la conscience et la culture, redéfinissant ainsi les rapports entre infrastructure et superstructure de façon à redonner son importance à la seconde sans pour autant négliger la première. "What was always constant in Gramsci's approach to politics was the notion that the "subjective factor" must be just as developed as the "objective conditions" if revolution is to take place."²³³

D'autre part, son concept d'hégémonie permet de mieux conceptualiser les structures de pouvoir et de domination dans la société. Grâce à la notion d'hégémonie, on peut concevoir le pouvoir comme dépassant la simple coercition et englobant l'ensemble des relations sociales. Ainsi, Gramsci peut redéfinir l'Etat comme "hégémonie cuirassée de coercition" et insister sur le rôle de la société civile dans la domination d'une classe.

L'hégémonie se situe donc dans le cadre plus large de la problématique de l'Etat, et ce non seulement parce qu'elle élargit la compréhension de ce dernier (par exemple par rapport à la conception marxiste la plus répandue) mais aussi parce qu'elle doit permettre, selon Gramsci, de

233. W.L. Adamson, op. cit., p. 94.

définir le dépérissement du pouvoir étatique. En tant que marxiste en effet, Gramsci s'intéresse à ce processus et le conceptualise grâce à l'hégémonie: on doit arriver à une société sans classes grâce à l'expansion de l'hégémonie prolétarienne. Cependant, nous avons pu constater que l'hégémonie comme moyen d'arriver à une société sans classes se révèle finalement défectueuse et que Gramsci ne peut se dégager des difficultés qu'éprouve le marxisme à définir la disparition de l'Etat. Ainsi, Gramsci élargit la compréhension du pouvoir étatique sans pour autant assurer son dépérissement.

En plus de dépasser et d'élargir la conception marxiste de l'Etat, le concept gramscien d'Etat élargi se révèle utile pour toute analyse des structures de pouvoir dans une société, puisqu'il permet de comprendre comment un groupe peut exercer son contrôle et obtenir le consentement de la masse. Comme marxiste, Gramsci s'occupe principalement de l'hégémonie d'une classe sociale. Cependant, on peut élargir cette analyse pour viser l'Etat lui-même.

Il semble en effet qu'aujourd'hui on doive poser la problématique de l'Etat moins en termes de pouvoir de classe que de pouvoir d'Etat: même si on postule que l'Etat défend les intérêts du capitalisme, on doit également remarquer certains faits qui modifient substantiellement la

problématique marxiste. L'Etat, dans les sociétés industrielles avancées, est devenu un des plus gros entrepreneurs et a développé sa propre conduite économique (pouvant à la limite fonder sa propre force sociale). D'autre part, le "citoyen" en est venu à considérer l'Etat tel que nous le connaissons comme indispensable à sa vie quotidienne dans une mesure qui dépasse l'hégémonie et l'intérêt d'une seule classe. Il faut donc reconnaître qu'on ne peut pas analyser l'Etat moderne simplement en terme de domination bourgeoise. L'Etat comme Etat (en lui-même, c'est-à-dire comme ensemble d'institutions) révèle un potentiel d'autonomie certain.

Le marxisme a tendance à négliger à la fois l'aspect institutionnel et ce potentiel d'autonomie parce que, dans son optique, le principal problème relatif à l'Etat réside dans le caractère de classe de celui-ci. L'aspect institutionnel ne semble ainsi pas créer de problème. "Remplacer l'administration des hommes par l'administration des choses": cette formule de Saint-Simon reprise par Engels illustre bien cette négligence.²³⁴ Or, le potentiel

234. Sur le fait que pour le marxisme les fonctions publiques doivent devenir de simples fonctions administratives et perdre du même coup tout caractère politique, on peut consulter: H. Lefebvre, op. cit., vol. 2, p. 235; V.I. Lénine, L'Etat et la révolution, p. 127 (où il cite Engels). Comme l'écrit A. Vachet, "...rien n'empêche que le pouvoir sur les choses soit immédiatement un pouvoir et une contrainte sur les hommes...", la rationalité et l'acceptation d'un pouvoir n'en réduisant pas le contenu de contrainte et de domination. (A. Vachet, "La théorie socialiste et la critique étatique de l'Etat", p. 218.)

d'autonomie lié à l'aspect institutionnel représente en fait un problème. Lefebvre souligne par exemple que le pouvoir étatique entretient (reproduit) les conditions de son maintien par tous les moyens, ce qui permet de parler d'une hégémonie étatique: "L'hégémonie étatique se traduit par le fait que les appareils et institutions, tout en assurant la reproduction des rapports de production et de domination, assurent leur propre reconduction."²³⁵ Pour Lefebvre, si les formes spécifiques de la domination dans l'Etat moderne se conçoivent toujours à partir des classes (rapports et luttes de classes), "elles se sont toutefois détachées de ces conditions, jusqu'à prendre une forme autonome: l'Etat et l'étatique."²³⁶

La négligence du marxisme face à l'aspect institutionnel du pouvoir s'accompagne d'une mésestimation du lien entre savoir et pouvoir qui conduit à la reproduction de la division entre dirigeants et dirigés dans le Parti d'abord et dans l'Etat conséquemment. En effet, le Parti (cette avant-garde révolutionnaire) se présente comme la conscience vraie, réelle (ou réaliste), du prolétariat, alors que celui-ci demeure empêtré dans sa "fausse conscience". A ce sujet, Gramsci présente un intérêt indiscutable, puisqu'il se montre conscient de ce problème.

235. H. Lefebvre, op. cit., vol. 4, p. 382. Voir aussi vol. 1, pp. 29-30.

236. Ibid., vol. 4, p. 37.

Par ailleurs, il faut reconnaître que les divisions sociales ne sont plus identiques à ce qu'elles étaient au 19e et au début du 20e siècle, au sens où elles sont aujourd'hui beaucoup moins contrastées. On note en effet une amélioration générale des conditions de vie, en grande partie grâce à l'Etat-providence. Cependant, il faut à ce sujet soulever trois constatations:

1) l'Etat-providence a permis la continuité du libéralisme bien au-delà de ce qu'on aurait pu prévoir, en intégrant au fonctionnement du système des couches de plus en plus larges de la population. Entre autre, la classe moyenne, dans les pays capitalistes industrialisés, a connu un fort développement. Or, cette classe moyenne (que l'Etat-providence lui-même tend à élargir continuellement) représente un soutien essentiel de l'Etat capitaliste, puisqu'elle considère que seule la stabilité du système actuel et de l'Etat correspond à ses intérêts. La classe moyenne pourrait représenter un facteur de changement important, mais elle remet difficilement en question l'ordre établi. Si certains thèmes, comme l'écologie par exemple, semblent susciter son intérêt, il s'agit essentiellement d'une lutte partielle qui ne vise pas une transformation globale et dont on voit le moyen privilégié de changement en l'Etat lui-même. On ne remet pas en cause l'hégémonie étatique, remise en question qui exigerait la prise de conscience de la nécessité d'une contestation

radicale.

2) Cette intégration de vastes couches de la population a ainsi assuré l'établissement d'un consensus social élargi.

3) La distribution relative des richesses ne s'est pas accompagnée d'une redéfinition des structures de pouvoir.

Si on considère les exigences d'une redéfinition des relations sociales (ce qui inclut les relations de pouvoir), les remarques de Gramsci sur le Parti et la réforme intellectuelle et morale demeurent d'actualité. Malgré la tension relevée dans sa pensée en ce qui concerne le Parti, on trouve en effet chez Gramsci une réelle volonté de démocratisation qui permet de concevoir un accès beaucoup plus large au pouvoir et une certaine "dé-spécialisation" du politique (contrairement à ce qu'on trouve chez Lénine par exemple, chez qui le pouvoir demeure fortement spécialisé). Ici l'hégémonie se conçoit comme processus de civilisation visant la réalisation du socialisme comme nouvelle culture, culture qui se base sur l'égalité des hommes et se caractérise par un accès élargi: "Hegemony in this scheme, while conceived in Marxist terms, becomes an instrument of cultural renovation above and beyond the conventional categories of Marxism. The complement to the victory of the workers, indeed its historical realization, is the achievement of an integrated

culture."²³⁷

Il faut alors soulever les questions suivantes:

1) Peut-il y avoir une société sans hégémonie (et sans coercition)? Ici il faut sans aucun doute répondre que non. L'hégémonie sert en effet à assurer le consensus autour de certaines valeurs, consensus sans lequel une société ne peut pas fonctionner. Cependant, rappelons le sens différent que Gramsci donne à l'hégémonie bourgeoise et à l'hégémonie prolétarienne: malgré les difficultés soulevées par cette double connotation du concept, il faut reconnaître que le sens que Gramsci donne à l'hégémonie prolétarienne comporte la volonté de diminuer considérablement l'aspect coercitif des relations sociales.

2) Quel lien y a-t-il entre le développement historique de l'Etat et la nécessité du consensus? Sans s'attarder, on peut affirmer que le développement historique de l'Etat a servi à assurer une certaine continuité sociale. Marx et Engels relevaient d'ailleurs déjà le rôle de l'Etat par rapport aux exigences de continuité d'une société divisée. L'Etat-providence constitue peut-être le meilleur exemple de cette nécessité. Remarquons à cet effet les difficultés de la pensée politique moderne à fonder une communauté dans le contexte philosophique de l'individu autonome. Il faudrait étudier

237. G.A. Williams, op. cit., p. 593.

l'hypothèse que suite à la perte d'un référent extérieur (Dieu ou un ordre cosmologique), l'Etat s'imposerait comme nécessaire à cause, précisément, de l'autonomie individuelle consécutive à cette perte de tout autre référent extérieur (les individus se révélant alors incapables de penser un principe suffisant de communauté et l'Etat se posant comme nécessaire pour remplacer ce principe absent). Ici on rejoindrait tant le libéralisme que le socialisme. Ce que C. Lefort et M. Gauchet appellent le "lieu vide du pouvoir" (au sens où ce dernier n'est plus sensé être institutionnalisé entre les mains d'un groupe ou d'un individu particulier) se définirait donc non pas comme la Loi ou la sphère des Droits, mais bien plutôt comme le seul garant de la Loi et des Droits, l'Etat lui-même. Celui-ci s'accaparerait de ce fait le pouvoir ainsi libéré. Si cette hypothèse s'avérait vérifiable, on voit toute l'importance que prendrait la nécessité d'une "dé-spécialisation" du politique.

3) Il faudrait aussi analyser plus profondément quelles valeurs sociales assurent aujourd'hui le consensus et quelle hégémonie elles représentent. Nous avons beaucoup parlé d'une hégémonie étatique. Est-ce la seule²³⁸ et est-elle purement étatique (ou représente-elle aussi les intérêts d'autres groupes, comme la bureaucratie par

238. Si on suit l'analyse de Gramsci (et c'est aussi notre avis), il ne peut y avoir qu'un seul centre hégémonique dans une société.

exemple)?

4) Par rapport à l'hégémonie, soit de la bourgeoisie, soit de l'Etat, se pose par ailleurs le problème de la construction d'une contre-hégémonie, c'est-à-dire de l'émergence de sources possibles de contestation de la conscience dominante.²³⁹ La construction d'une contre-hégémonie nécessite d'abord de prendre conscience de l'exercice d'une hégémonie sur l'ensemble de la société; comme le soulignait déjà Gramsci, cela exige de connaître le groupe "opposé" et ses intentions, c'est-à-dire la tâche qu'il s'est fixée. Il faut aussi identifier une source de contestation radicale qui puisse étendre ses demandes de façon quasi-universelle, qui vise un changement global et qui s'organise d'elle-même, selon ses propres principes, sans recourir à l'Etat.

Sans tenter de résoudre ici le problème de la nécessité d'un changement global, on peut néanmoins identifier, outre la nécessité de répondre à la problématique de l'Etat, d'autres éléments de solution:

1) Il faut dépasser la conception électoraliste de la démocratie. Celle-ci ne peut être définie par le simple fait de voter à intervalles réguliers. Non seulement faut-il en redéfinir le contenu politique (pour en élargir le

239. Voir par exemple F. Houle, op. cit., p. 111; W.L. Adamson, op. cit., p. 221; R. Williams, op. cit., pp. 10-12.

sens); il faut aussi lui donner une signification économique (par exemple, l'accès aux moyens de travail) et culturelle. Comme l'écrit C.B. Macpherson, la démocratie n'est pas seulement un mécanisme de choix de gouvernement, mais plutôt une qualité imprégnant "...toute l'existence et le fonctionnement d'une collectivité nationale ou même plus restreinte, c'est-à-dire, si l'on préfère, un genre de société mettant en cause un ensemble complet de relations entre les individus..."²⁴⁰

2) Il faut repenser l'égalité, de plus en plus oubliée au profit de l'efficacité économique. Nos sociétés mettent beaucoup l'accent sur le bien-être matériel, négligeant la question de l'égalité et la définissant vaguement en termes de distribution des richesses. Or il faut souligner deux choses. D'une part, l'égalité ne peut pas se concevoir uniquement en ces termes. Elle doit aussi impliquer (et remettre en question) la répartition du pouvoir, ainsi que l'accès à la culture et aux décisions. D'autre part, le principe de l'égalité politique de tous les citoyens sert à dissimuler de profondes inégalités et le fait que les inégalités économiques ont des impacts politiques. Sans abandonner ce principe, il faut le reformuler de façon à définir une réelle égalité politique.

240. C.B. Macpherson, Principes et limites de la démocratie libérale, La Découverte/Boréal Express, Montréal/Paris, 1985, p. 7.

Malgré les difficultés posées par le fait de devoir penser un changement global, la pensée politique doit s'attaquer à ce problème. Les citoyens tendent à s'en remettre à l'Etat pour toute l'organisation de la vie en communauté, en oubliant l'aspect essentiel qu'est leur participation. Or, tout changement social réel implique d'abord que les citoyens deviennent conscients de leurs responsabilités (dans le cas de la pollution par exemple) et revalorisent la participation à l'organisation sociale. Seul ce pas préliminaire permettra une "dé-spécialisation" du politique, une "réappropriation" du politique par le social. Gramsci nous rappelle d'ailleurs que chacun de nous doit prendre part à la vie de la "cité" et faire siennes ces préoccupations:

Je hais les indifférents. Je crois comme Friedrich Hebbel que "vivre veut dire être partisan". On ne peut être seulement homme, étranger à la cité. Qui vit vraiment ne peut pas ne pas être citoyen et partisan. L'indifférence est aboulie, parasitisme, lâcheté; elle n'est pas vie. C'est pourquoi je hais les indifférents.²⁴¹

Penser un changement social global représente évidemment un problème extrêmement complexe, qui nécessite des solutions nouvelles. On ne peut en effet prôner un retour ni à la cité antique (malgré l'attrait qu'elle exerce sur certains auteurs), ni aux idéologies qui occupent la civilisation occidentale depuis le 19^e siècle.

241. A. Gramsci, "Les indifférents", La Città futura, 11 février 1917, dans Ecrits politiques I (1914-1920), p. 102.

Si on considère que notre société requiert des changements profonds (par exemple en ce qui concerne la pauvreté ou encore l'élitisme politique), il faut penser une réorganisation complète du système, et pas seulement des changements sectoriels ou la remise à jour du libéralisme et du socialisme²⁴². Ceci nécessite d'entreprendre une démarche et une réflexion qui pourraient s'inspirer de celles de Gramsci (sans nécessairement aller dans le même sens) dans la mesure où celui-ci essaye de repenser l'organisation même du pouvoir dans la société, c'est-à-dire le politique.

242. Notons en passant que le fait que l'Europe de l'Est veuille passer à la démocratie libérale et à une économie de marché ne signifie nullement (ainsi que beaucoup tendent à le croire) que le libéralisme et la démocratie libérale constituent l'étape ultime de civilisation et que tout changement ne puisse se situer que dans leur cadre. N'oublions pas que le marxisme est le fils (légitime) du libéralisme: l'échec de l'un peut-il signifier la réussite de l'autre?

BIBLIOGRAPHIE

A. Volumes

1. Oeuvre de Gramsci

GRAMSCI, Antonio, Cahiers de prison, Bibliothèque de Philosophie, Gallimard, Paris: cahiers 6, 7, 8 et 9 (1983); cahiers 10, 11, 12 et 13 (1978).

GRAMSCI, Antonio, Ecrits politiques I, 1914-1920, Bibliothèque de Philosophie, Gallimard, Paris, 1974.

GRAMSCI, Antonio, Ecrits politiques II, 1921-1922, Bibliothèque de Philosophie, Gallimard, Paris, 1975.

GRAMSCI, Antonio, Ecrits politiques III, 1923-1926, Bibliothèque de Philosophie, Gallimard, Paris, 1980.

GRAMSCI, Antonio, Gramsci dans le texte, édité par F. Ricci, Editions Sociales, Paris, 1975.

GRAMSCI, Antonio, Lettres de prison, collection Témoins, Gallimard, Paris, 1971.

GRAMSCI, Antonio, Textes, édité par A. Tosel, Editions Sociales, Paris, 1983.

2. Analyse de l'oeuvre de Gramsci

ADAMSON, Walter L., Hegemony and Revolution. A Study of Antonio Gramsci's Political and Cultural Theory, University of California Press, 1980.

ANDERSON, Perry, Sur Gramsci, François Maspero, Paris, 1978.

BOCCK, Robert, Hegemony, Ellis Horwood Ltd, 1986.

BUCCI-GLUCKSMANN, Christine, Gramsci et l'Etat, Fayard, Paris, 1975.

CAMMETT, John M., Antonio Gramsci and the Origins of Italian Communism, Stanford University Press, Stanford, 1967.

FEMIA, Joseph V., Gramsci's Political Thought. Hegemony, Consciousness, and the Revolutionary Process, Clarendon Press, Oxford, 1981.

GRISONI, Dominique, MAGGIORI, Robert, Lire Gramsci, Editions Universitaires, Paris, 1973.

HOULE, François, Le concept d'Etat dans la pensée politique d'A. Gramsci, thèse de maîtrise ès sciences sociales, Université Laval, septembre 1977.

MACCIOCHI, Maria-Antonietta, Pour Gramsci, collection "Tel Quel", Seuil, Paris, 1974.

MOUFFE, Chantal (éd.), Gramsci and Marxist Theory, Routledge and Kegan Paul, 1979.

SALAMINI, Leonardo, The Sociology of Political Praxis. An Introduction to Gramsci's Theory, Routledge and Kegan Paul, 1981.

SASSOON, Anne Showstack (éd.), Approaches to Gramsci, Writers and Readers Publishing Cooperative Society Ltd, 1982.

SIMON, Roger, Gramsci's Political Thought. An Introduction, Lawrence and Wishart, London, 1982.

3. Textes généraux

BELLAMY, Richard, Modern Italian Social Theory, Stanford University Press, Stanford, 1987, pp. 115-140 (chapitre 7: "Antonio Gramsci").

CARNOY, Martin, The State and Political Theory, Princeton University Press, Princeton, 1984.

FAGES, Jean-Baptiste, Introduction à la diversité des marxismes, Edouard Privat, Toulouse, 1974, pp. 121-135 (chapitre VIII: "Gramsci et l'humanisme révolutionnaire").

FIORI, Giuseppe, La vie de Antonio Gramsci, Fayard, Paris, 1970.

KEANE, John, Democracy and Civil Society, N.L.B., London, 1988.

LACLAU, Ernesto, MOUFFE, Chantal, Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics, Verso, 1985.

LEFEBVRE, Henri, De l'Etat, collection 10/18, Union générale d'éditions, vol. 1 (1976), vol. 2 (1976) et vol. 4 (1978).

LEFORT, Claude, Essais sur le politique, Seuil, Paris, 1986.

LENINE, Vladimir Ilitch., L'Etat et la révolution, Seghers, Paris, 1971.

LENINE, Vladimir Ilitch, Que faire?, Seuil, Paris, 1966.

MACPHERSON, C.B., Principes et limites de la démocratie libérale, Boréal Express/La Découverte, Montréal/Paris, 1985.

MARX, Karl, Contribution à la critique de l'économie politique, Editions Sociales, Paris, 1972.

MARX, Karl, Critique du programme de Gotha, dans Œuvres choisies, tome 3, Editions du Progrès, Moscou, 1974, pp. 9-27.

MARX, Karl, La guerre civile en France, Editions Sociales, Paris, 1946.

MARX, Karl, Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte, dans Œuvres choisies, tome 1, Editions du Progrès, Moscou, 1974, pp. 410-507.

MARX, Karl, ENGELS, Friedrich, L'idéologie allemande, dans Œuvres choisies, tome 1, Editions du Progrès, Moscou, 1974, pp. 10-81.

MARX, Karl, ENGELS, Friedrich, Manifeste du Parti communiste, dans Œuvres choisies, tome 1, Editions du Progrès, Moscou, 1974, pp. 111-142.

VINCENT, Jean-Marie, Les mensonges de l'Etat, collection "Arguments critiques", Le Sycomore, Paris, 1979.

B. Articles

1. Analyse de l'oeuvre de Gramsci

BATES, Thomas R., "Gramsci and the Theory of Hegemony", Journal of the History of Ideas, vol. XXXVI, no 2, avril-

juin 1975, pp. 351-366.

BONOMI, Giorgio, "La théorie gramscienne de l'Etat", Les Temps Modernes, no 343, février 1975, p. 976-998.

BUCI-GLUCKSMANN, Christine, "A propos de la théorie marxiste de l'Etat capitaliste. Vers une conception nouvelle de la politique", L'homme et la société, no 11, janvier-février-mars 1969, pp. 199-207.

BUCI-GLUCKSMANN, Christine, et al., "Crise du capitalisme, crise de la société, crise de l'Etat: un débat", La Nouvelle Critique, no 101 (282), février 1977, pp. 5-11.

BUCI-GLUCKSMANN, Christine, "Eurocommunisme et problèmes de l'Etat. Gramsci en question", Dialectiques, nos 18-19, 1977, pp. 137-153.

BUCI-GLUCKSMANN, Christine, "Gramsci et l'Etat. Pour une lecture théorico-politique des cahiers de prison", Dialectiques, nos 4-5, 1974, pp. 5-27.

DIMITRAKOS, D.P., "Gramsci and the Contemporary Debate on Marxism", Philosophy of the Social Sciences, vol. 16, no 4, décembre 1986, pp. 459-488.

FEMIA, Joseph V., "Gramsci: Marxism's Saviour or False Prophet?", Political Studies, vol. XXXVII, no 2, juin 1989, pp. 282-289.

FEMIA, Joseph V., "Hegemony and Consciousness in the Thought of Antonio Gramsci", Political Studies, vol. XXIII, no 1, mars 1975, pp. 29-48.

FINOCCHIARO, Maurice A., "Gramsci: an Alternative Communism?", Studies in Soviet Thought, no 27, 1984, pp. 123-146.

FINOCCHIARO, Maurice A., "The Labyrinth of Gramscian Studies and Femia's Contribution", Inquiry, vol. 27, nos 2-3, juillet 1984, pp. 291-310.

FINOCCHIARO, Maurice A., "Marxism, Religion, and Science in Gramsci: Recent Trends in Italian Scholarship", The Philosophical Forum, vol. 17, no 2, hiver 1985-1986, pp. 127-155.

GRUPPI, Luciano, "Le concept d'hégémonie chez Antonio Gramsci", Dialectiques, nos 4-5, 1974, pp. 44-54.

HAWLEY, James P., "Antonio Gramsci's Marxism: Class, State and Work", Social Problems, vol. 27, no 5, juin 1980, pp.

584-600.

HUNT, Geoffrey, "Gramsci's Marxism and the Concept of Homo Deconomicus", International Studies in Philosophy, vol. XVII, no 1, 1985, pp. 11-23.

KANN, Mark E., "Antonio Gramsci and Modern Marxism", Studies in Comparative Communism, vol. XIII, nos 2-3, été-automne 1980, pp. 250-266.

KANN, Mark E., "Political Education and Equality. Gramsci against "False Consciousness" ", Teaching Political Science, vol. 8, no 4, juillet 1981, pp. 417-446.

LEARS, T.J.Jackson, "The Concept of Cultural Hegemony: Problems and Possibilities", The American Historical Review, vol. 90, no 3, juin 1985, pp. 567-593.

RICCI, François, "Gramsci théoricien politique", La Nouvelle Critique, no 28 (209), novembre 1969, pp. 16-20.

SASSOON, Anne Showstack, "Gramsci: a New Concept of Politics and the Expansion of Democracy", dans HUNT, A., (éd.), Marxism and Democracy, Lawrence and Wishart, 1980, pp. 81-99.

SIMON, Roger, "Gramsci's Concept of Hegemony", Marxism Today, mars 1977, vol. 21, no 3, pp. 78-86.

TEXIER, Jacques, "Gramsci, théoricien des superstructures", La Pensée, no 139, juin 1968, pp. 35-60.

TOSEL, André, "Gramsci: philosophie de la praxis et réforme intellectuelle et morale", La Pensée, no 235, septembre-octobre 1983, pp. 39-48.

WILLIAMS, Gwyn A., "The Concept of "Egemonia" in the Thought of Antonio Gramsci: Some Notes on Interpretation", Journal of the History of Ideas, vol. XXI, no 4, octobre-décembre 1960, pp. 586-599.

WOOLCOCK, Joseph A., "Politics, Ideology and Hegemony in Gramsci's Theory", Social and Economic Studies, vol. 34, no 3, 1985, pp. 199-210.

2. Textes généraux

GAUCHET, Marcel, "L'expérience totalitaire et la pensée de la politique", Esprit, 7-8 (no 459), juillet-août 1976, pp. 3-28.

- GAUCHET, Marcel, "Tocqueville, l'Amérique et nous", Libre, 7, 1980, pp. 43-120.
- GIRARDIN, Jean-Claude, "Sur la théorie marxiste de l'Etat", Les Temps Modernes, nos 314-315, septembre-octobre 1972, pp. 634-683.
- MANENT, Pierre, "L'Etat moderne: problèmes d'interprétation", Commentaire, vol. 11, no 41, printemps 1988, pp. 328-335.
- MANENT, Pierre, "Le totalitarisme et le problème de la représentation politique", Commentaire, vol. 7, no 26, été 1984, pp. 205-213.
- MANENT, Pierre, "Situation du libéralisme", Commentaire, vol. 9, no 35, automne 1986, pp. 388-399.
- POULANTZAS, Nicos, "Préliminaires à l'étude de l'hégémonie dans l'Etat", Les Temps Modernes, nos 234-235, novembre 1965, pp. 862-896 et 1048-1069.
- TORTORELLA, Aldo, "Intellectuels, hégémonie et culture", Dialectiques, nos 18-19, printemps 1977, pp. 71-77.
- VACHET, André, "La théorie socialiste et la critique étatique de l'Etat", Revue canadienne de science politique, vol. VII, no 2, juin 1974, pp. 210-227.
- VACHET, André, "L'Etat contre le politique", communication présentée au Colloque International "Etat-Providance et société civile" de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa (27 janvier 1989).
- WILLIAMS, Raymond, "Base and Superstructure in Marxist Cultural Theory", New Left Review, no 82, novembre-décembre 1973, pp. 3-16.